

ASSOCIATION OF SENATES, SHOORA
AND EQUIVALENT COUNCILS
IN AFRICA AND THE ARAB WORLD



رابطة مجالس الشيوخ والشورى والمجالس
المماثلة في أفريقيا والعالم العربي

ASSOCIATION DES SENATS, SHOORA ET CONSEILS
EQUIVALENTS D'AFRIQUE ET DU MONDE ARABE

RAPPORT DE LA PREMIERE REUNION DES CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE D'AFRIQUE ET DU MONDE ARABE

Tenue à Cape Town en Afrique du Sud
du 25 au 27 Octobre 2008.

Parrainée par la Banque Arabe pour le Développement
Economique en Afrique (BADEA), située à Khartoum au
Soudan.

Organisée par l'Association des Sénats, Shoora et
Conseils équivalents d'Afrique et du Monde arabe,
située à Sanaa au Yémen.

1.0 Préambule

La fin de la guerre froide entre l'Est et l'Ouest a jeté les pays en développement dans une forme de froid, car il ressort immédiatement un ordre mondial unipolaire. Le leadership mondial dans les domaines socio-économique, politique et culturel semble se dégager d'un seul axe et d'une sphère philosophique.

1.1 Les pays en développement qui, jusque là, avait joué le rôle de non-alignement afin d'attirer les aides économiques, le parrainage politique et la coopération socio-culturelle de la concurrence des superpuissances se sont trouvés incapables d'attirer ces gestes pour accélérer leur besoin de développement national.

1.2 L'incertitude du monde unipolaire a rapidement fusionné inévitablement avec l'émergence de la mondialisation qui vise à standardiser les tendances du marché, des services, des marchandises et même les systèmes politiques. Les pays en développement se sont donc rendus compte qu'il était devenu nécessaire de former des groupements régionaux pour leur permettre de mettre en commun leurs ressources, exploiter leurs potentialités et bâtir de solides bases régionales qui



pourraient rivaliser efficacement avec les marchés internationaux et améliorer leurs économies en phase d'expansion.

1.3 Il est devenu alors évident que les conditions commerciales mutuellement convenues étaient meilleures et plus bénéfiques pour toutes les parties concernées que les conditionnalités imposées par les pays industrialisés aux pays en développement pour l'octroi des aides.

1.4 Les pays en voie de développement d'Afrique et du Monde Arabe ne peuvent pas individuellement développer l'infrastructure nécessaire pour leur base de production, de former la main d'œuvre nécessaire et rassembler le cadre organisationnel pour la production effective et de la participation au marché mondialisé. C'est là que la création d'une agence de développement et de financement comme la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA) est devenue la plus souhaitable et la bienvenue dans la région afro-arabe.

1.5 L'Association des Sénats, Shoora et Conseils Equivalents d'Afrique et du Monde Arabe (ASSECAA) a, dans l'un de ses objectifs fondamentaux, le renforcement de la coopération économique entre les pays arabes et africains. Le Secrétariat Général d'ASSECAA, dans la planification de cette première réunion de la Chambre de commerce et d'industrie d'Afrique et du Monde Arabe visait à créer un forum pour les opérateurs économiques dans le secteur privé dans les deux régions en vue de se rencontrer, d'échanger des idées et des expériences, et proposer des modalités de coopération en matière d'investissement durable et d'échange d'informations dans le domaine économique.

1.6 Cette réunion décisive a eu lieu à Cape Town, en Afrique du Sud du 25 au 27 Octobre 2008, sous les auspices de l'Association des Sénats, Shoora et Conseils Equivalents d'Afrique et du Monde Arabe et a été parrainé par la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA).

2.0 Le Parrainage et l'Organisation



2.1 Le parrainage par la BADEA

2.1.1 la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique envoyée par le bon Dieu a été fondée en Novembre 1973 en Algérie. C'était à la suite de l'accord conclu par les pays arabes au cours du 6^e Sommet Arabe. La vision des pères fondateurs de cette banque est plus étonnante car en 1973, la guerre froide était toujours dans une période cruciale et il est surprenant que le monde arabe à ce moment-là a su établir les fondations pour le développement économique dans la région d'Afrique.

2.1.2 Le siège de la banque est situé à Khartoum, la capitale du Soudan. La banque a été opérationnelle depuis 1975

2.1.3 Les Actions: La Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique est détenue par les pays arabes qui sont membres de la Ligue des États arabes. Ils ont signé l'accord pour la création de la banque en février 1974.

2.1.4 Les Operations: BADEA est une Banque de développement créée en tant qu'organisme indépendant des institutions financières internationales. Il bénéficie d'un statut juridique international et il est libre d'autonomie dans ses décisions administratives et financières et dans ses opérations. Ses activités sont guidées par les dispositions de l'accord par lequel il a été mis en place et les principes du droit international.

BADEA comme Institution financière a été fondée dans le but de créer un organisme pour:

- (a) le renforcement de la coopération économique, financière et technique entre les régions arabes et Africaines;
- (b) faire la solidarité arabo-africaine, une réalité concrète et pratique;
- (c) promouvoir la coopération arabo-africaine sur des bases d'égalité et d'amitié.

2.1.5 Les projets parrainés par BADEA: Les projets habituellement parrainés par la



ASSOCIATION DES SENATS, SHOORA ET CONSEILS
EQUIVALENTS D'AFRIQUE ET DU MONDE ARABE

banque sont d'une part, ceux qui sont d'importance nationale pour les pays concernés. Ils font toujours partie des plans de développement ou des programmes des pays bénéficiaires. D'autre part, ce sont des programmes d'intérêt régional et de caractère qui peut être bénéfique pour plusieurs pays d'Afrique en même temps. Ils peuvent aussi être des programmes qui sont bénéfiques pour les pays d'Afrique et du Monde Arabe.

2.1.6 Catalogue des projets de la BADEA: la liste des projets financés par la Banque arabe pour le développement économique en Afrique et dans le monde arabe, depuis sa création est très impressionnante et très peu d'entre eux peuvent être énumérés dans un bref rapport de cette nature. Il est rapporté dans les dossiers que la Banque arabe a atteint les objectifs suivants:

- (a) le financement des engagements au montant total de 3354.127 millions de dollars de 1975 à 2007.
- (b) des fonds alloués pour financer 427 projets de développement dont 30 projets affectés au secteur privé.
- (c) 19 prêts ont été affectés aux petits programmes et aux microcrédits.
- (d) le parrainage de 407 opérations pour l'assistance technique comprenant les études de faisabilité dans les domaines techniques et économiques et les opérations d'appui institutionnel.
- (e) le parrainage des stages de formation, la disposition des compétences arabes et l'acquisition des outils, des instruments et des équipements.
- (f) l'octroi de 14 prêts spéciaux au titre d'aide d'urgence aux pays touchés par des catastrophes naturelles.
- (g) l'octroi de 59 prêts aux pays africains dans le cadre de l'aide arabe d'urgence aux pays africains confrontés au déséquilibre de la balance des paiements.
- (h) le parrainage du premier forum des entreprises des pays arabes et africains
- (i) le parrainage de la première réunion des Chambres de Commerce et d'Industrie d'Afrique et du Monde Arabe.

2.1.7 La liste du paragraphe 2.1.6 est une partie exhaustive des dossiers à la disposition de notre bureau. Beaucoup de financements de la BADEA au développement ne sont pas mentionnés. Il est bien connu que les banques finançant



des opérations et les modalités de parrainage ont bénéficié à plus de 40 pays d'Afrique subsaharienne et d'autres organisations, qui recoupent les deux régions arabe et africaine. La BADEA a financé des projets de développement du réseau routier, l'approvisionnement en eau potable, l'amélioration de l'hygiène, les programmes de développement agricole, l'amélioration des infrastructures rurales, la réforme foncière, le développement de l'élevage des animaux, le développement des petites et moyennes entreprises ainsi que l'amélioration des sources d'énergie.

2.1.8 Ces projets visent à contribuer à la réalisation des programmes de développement des pays bénéficiaires, en donnant une impulsion à l'amélioration des normes et des conditions de vie, en assurant l'approvisionnement alimentaire pour les citoyens et la sécurité alimentaire dans le pays, en assurant la réduction de la pauvreté par l'élargissement des possibilités d'emploi. En conséquence, les allocations de la BADEA à des programmes ont mis l'accent sur les secteurs de développement agricole et rural et les infrastructures, le reboisement afin de réduire la désertification et la lutte contre la dégradation de l'environnement.

2.1.9 Il est hautement apprécié que la BADEA, dans ses politiques de financement, concède des conditions souples qui conviennent aux projets nationaux et ruraux en tenant compte de la conjoncture économique observable dans les pays destinataires. Il ya aussi une tendance évidente à la politique de la BADEA qui vise à réduire le fardeau de la dette internationale des pays africains pauvres comme elle soutient financièrement le développement des ressources humaines par la formation et la participation des femmes dans les programmes nationaux de développement.

3.0 Objectifs de la réunion

3.1 A la fin de la guerre froide, les pays du monde en développement, qui avait auparavant bénéficié de la division des blocs Est et Ouest dans leur quête d'alliés,



ASSOCIATION DES SENATS, SHOORA ET CONSEILS
EQUIVALENTS D'AFRIQUE ET DU MONDE ARABE

se sont trouvés dans un monde régi par un ordre politique et économique unipolaire. La fin de la guerre froide a été rapidement suivie par la mondialisation comme un concomitant nécessaire à la standardisation spécifique de la production de biens et de services pour l'économie de marché. L'attente des aides accordées par les organismes des Nations Unies et les gouvernements des anciens pays colonisateurs, est devenue peu fiable

3.2 Les différentes parties du monde ont été contraintes à constituer des ensembles économiques régionaux, comme une mesure visant à développer des marchés intérieurs, augmenter la productivité et créer des emplois dans leurs régions et d'être ainsi en mesure d'avoir une forte position de négociation dans le nouveau système d'économie du marché. Il est devenu évident que les prêts et les aides internationales ont échoué en grande partie à résoudre les problèmes des pays récepteurs essentiellement parce que les conditionnalités des prêts et les prescriptions pour les aides sont généralement en contradiction avec les conditions prévalant dans la plupart des économies en développement du tiers monde.

3.3 Cette première réunion de la chambre de commerce et d'industrie d'Afrique et du Monde Arabe s'est donc tenue avec les objectifs de:

a. promouvoir un véritable forum propice pour les leaders d'industries, du commerce et des affaires et ceux qui ont la compétence législative pour réglementer les activités industrielles et commerciales dans les pays des deux régions, d'échanger des expériences, des opinions et des informations sur les activités économiques et la coopération;

b. chercher les opportunités de réviser et d'harmoniser les lois et règlements relatifs aux activités économiques dans les deux régions;

c. évaluer les possibilités, les défis et les perspectives de coopération en matière d'investissement entre les entreprises des deux régions et même les stimuler;

d. instituer des réunions et des contacts réguliers entre l'entreprenariat économique



et commercial des deux régions, en vue de révéler à travers des échanges réguliers d'expositions, d'ateliers et d'échanges de visites, les possibilités d'investissement disponibles et des ressources dans les deux régions;

e. créer un cadre fonctionnel et durable de coopération économique pour les pays d'Afrique et du Monde Arabe.

3.4 Dans l'ensemble, la réussite de la réunion, à long terme, conduira à une expansion des marchés pour les entreprises industrielles et de services dans les deux régions. La disponibilité d'un grand marché conduira à l'expansion de la base de production et des capacités. Le besoin d'expansion de la production et l'utilisation des capacités nécessitera l'augmentation de l'emploi. Le renforcement du niveau de l'emploi va accentuer la demande, conduisant à plus de production et plus d'investissements.

En conséquence, le niveau de pauvreté sera réduit puisque le niveau de vie dans la région s'améliorera. Ainsi, une nouvelle voie de croissance économique pour les pays arabes et africains sera tracée.

3.5 En même temps, un bloc économique Afro-arabe sera créé et renforcé. Le bloc sera mieux organisé, institutionnalisé et en mesure de participer plus efficacement dans le nouveau système d'économie de marché devenu mondial. L'attrait pour les investissements internationaux et la technologie pour la région seront renforcés.

4.0 Le rôle d'ASSECAA

4.1 Il est devenu le rôle de l'Association des Sénats, Shoora et Conseils équivalents d'Afrique et du Monde Arabe (ASSECAA) et de son jeune Secrétariat d'organiser cette première réunion. Ce rôle est un droit inaliénable pour ASSECAA comme elle est la seule organisation au niveau régional qui vise à assurer la coopération entre les pays arabes et africains.

4.2 L'Association des Sénats, Shoora et Conseils Equivalents d'Afrique et du Monde Arabe, a été créée en réponse à l'actuel ordre mondial, par les Présidents



ASSOCIATION DES SENATS, SHOORA ET CONSEILS
EQUIVALENTS D'AFRIQUE ET DU MONDE ARABE

des Sénats et des deuxièmes chambres dans les deux régions. L'Association est un renforcement de la diplomatie parlementaire et une contribution importante à la coopération régionale afro-arabe.

4.3 L'Association vise à:

- a. Contribuer au renforcement du développement socio-économique, politique et de la coopération culturelle entre les deux régions et la réduction de la pauvreté.
- b. Contribuer à la résolution des conflits et l'établissement de la co-existence pacifique entre les pays arabes et africains et dans le monde entier.
- c. le renforcement de la culture démocratique dans les deux régions et la propagation de l'essence des secondes chambres dans les institutions législatives.
- d. Encourager l'existence des organisations civiles responsables, le respect des droits de l'homme par les gouvernements et la participation des femmes dans les institutions nationales.

4.4 Les Activités d'ASSECAA

4.4.1 L'Association cherche à atteindre ses objectifs à travers l'organisation régulière des réunions, des ateliers, des retraites, des échanges de visites et d'expériences auprès de ses membres et l'interaction avec des organisations régionales et mondiales.

4.4.2 ASSECAA organise des conférences annuelles de ses membres et invite les organisations régionales telles que la Ligue Arabe, l'Union Africaine, l'Union Parlementaire Arabe et le Parlement panafricaine à la Conférence. L'Assemblée délibère sur les questions de portée régionale et mondiale, les questions touchant la gouvernance démocratique dans la région et dans le monde entier, le maintien de la paix et la résolution des conflits, le développement économique régional et la réduction de la pauvreté dans les régions d'Afrique et du Monde Arabe. La Conférence émet des résolutions sur ces questions et poursuit l'évolution nécessaire des activités par le biais de son Secrétariat.

4.4.3 L'Association organise chaque année des réunions de concertation pour ses



ASSOCIATION DES SENATS, SHOORA ET CONSEILS
EQUIVALENTS D'AFRIQUE ET DU MONDE ARABE

membres et invite les organismes régionaux ainsi que des organisations parlementaires internationales à l'événement. La réunion de concertation délibère sur le rôle des parlements dans le renforcement régional et l'évolution du monde socio-économique, politique et culturel. La réunion de concertation considère l'Institution parlementaire comme le symbole national de la gouvernance démocratique et l'efficacité des parlements dans:

- a. l'établissement d'un consensus national;
- b. la promotion de la réconciliation nationale;
- c. l'harmonisation des intérêts;
- d. une représentation adéquate des circonscriptions nationales, politiques et du genre;
- e. la mobilisation de l'opinion publique;
- f. la sauvegarde des ressources nationales en assurant une distribution équitable;
- g. la supervision de la bonne gouvernance et les organes de mise en œuvre des politiques;
- h. l'impact de l'intérêt national sur les politiques publiques.

4.4.4 ASSECAA présente dans les réunions de l'Union Interparlementaire qui se réunit deux fois l'année, des sujets qui touchent le développement et les préoccupations d'ordre social, économique, politique et culturel dans le monde arabe et africain, ainsi que les répercussions mondiales dans ces domaines. ASSECAA a des relations bilatérales avec l'Association européenne des Sénats et est engagée avec d'autres organisations similaires des autres régions pour la coopération mutuelle et pour la délibération sur les préoccupations mondiales telles que:

- a) la bonne gouvernance
- b) la promotion des valeurs démocratique
- c) la réduction de la pauvreté
- d) l'annulation de la dette extérieure pour les pays en développement
- e) l'élimination de la corruption dans la fonction publique
- f) la paix et la résolution des conflits.



4.4.5 L'Association dispose d'une Commission pour la paix et la résolution des conflits qui se réunit chaque année pour délibérer et prendre des résolutions sur les cas signalés de conflits dans les régions africaines et arabes. Sur base de ces résolutions, l'Association prend des mesures nécessaires à coordonner avec d'autres organismes internationaux impliqués dans les efforts visant la résolution de ces conflits.

5.0 Programme de la réunion (annexe A)

Premier jour

- Discours prononcé par le Président du Comité local d'organisation en Afrique du Sud.
- Discours de S.E. Livinus I. Osuji, Secrétaire Général de l'Association des Sénats, Shoora et Conseils Equivalents d'Afrique et du Monde Arabe
- Discours de la Présidente du Conseil national des provinces de la République d'Afrique du Sud
- Discours prononcé par le Président d'ASSECAA et Président du Conseil de la Shoora de Yémen
- Présentation de l'exposé par la BADEA sur "**Le rôle de la BADEA dans le renforcement de la coopération économique entre l'Afrique et le Monde Arabe**"



Présentation et Discussion du premier exposé: "**Groupements économiques régionaux pour amortir les dures réalités de la mondialisation, les défis et les opportunités.** Présenté par le Centre de loi commercial pour l'Afrique australe (TRALAC)

- Présentation et discussion du deuxième exposé "**Régions multiraciales à la recherche d'une coopération politique et socio-économique, les défis et les opportunités**" Présentation par le Centre de loi commercial pour l'Afrique australe (TRALAC)

- Présentation et discussion du troisième exposé - "**Les défis des entreprises de haut niveau pour les pays en développement**, étude des cas en Afrique et dans le Monde Arabe"

Présenté par le Centre de droit commercial pour l'Afrique Australe (TRALAC).

Discours prononcés par les délégués sur l'ordre du jour

Deuxième journée

- Séances de la Commission
- Présentation des rapports des Commissions
- Présentation et adoption des résolutions

6.0 Participation à la Réunion

Cette première réunion des chambres de commerce et d'industrie d'Afrique et du Monde Arabe a vu la participation de 21 délégués des Conseils membres et Sénats de l'Association des Sénats, Shoora et Conseils Equivalents d'Afrique et du



Monde Arabe. Les délégués des chambres de commerce et d'industrie non membres des pays arabes et africains étaient également présents. Le représentant de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique était présent. Des observateurs du Conseil des Etats-Unis pour la Promotion des Exportations et du Département du Royaume-Uni pour la promotion du commerce étaient présents.

7.0 Cérémonie d'ouverture

(A) Le Secrétaire Général de l'Association des Sénats, Shoora et Conseils Equivalents d'Afrique et du Monde Arabe, M. Livinus I. Osuji a prononcé le discours de bienvenue dans lequel il a résumé la création de l'Association et la poursuite de l'objectif qui a conduit à l'organisation de la première réunion des chambres de commerce et d'industrie en Afrique et dans le Monde Arabe. Il a souligné la nécessité pour les pays arabes et africains de trouver une plate-forme de coopération économique afin de leur permettre de résister ensemble aux dures réalités de la mondialisation. Il a relevé que l'élargissement du marché pour les pays des deux régions permettra de créer l'environnement souhaitable pour les économies de marché, l'amélioration de la production et l'amélioration de l'utilisation des capacités.

Il a indiqué que la situation permettra d'accroître le niveau d'emploi suite à une croissance corollaire du niveau de la demande. Il a affirmé qu'à long terme, la pauvreté sera réduite dans la région, les conditions de vie s'amélioreront, le taux de criminalité sera baissé et les tensions sociales et les conflits seront diminués. Il a ajouté que l'amélioration de la sécurité et l'environnement de la rentabilité de la production et le grand marché vont enfin attirer les investissements de l'extérieur de la région.

Il a exprimé sa gratitude à la BADEA pour le parrainage de cet effort pionnier de tracer une nouvelle voie de coopération économique pour l'Afrique et le monde arabe.



ASSOCIATION DES SENATS, SHOORA ET CONSEILS
EQUIVALENTS D'AFRIQUE ET DU MONDE ARABE

(B) Le Président d'ASSECAA et Président du Conseil de la Shoora du Yémen, S.E. Abdul Aziz Abdul Ghani, dans son discours d'ouverture, qui a été prononcé par le vice-Président du Conseil de la Shoora du Yémen, S.E. Abdullah Hussein Al-Bar, qui a exprimé ses profonds remerciements aux membres du Conseil National des Provinces, le Gouvernement et le peuple d'Afrique du Sud pour accueillir la réunion dans leur magnifique pays. Il a également exprimé sa gratitude aux représentants des Chambres arabes et africaines de commerce et d'industrie qui ont participé à cette réunion. Il a souligné qu'ASSECAA, dans l'organisation de cette réunion a tenté de créer des possibilités pour discuter des plus importantes questions de la coopération afro- arabe.

Il a révélé que la séance va permettre aux participants de visualiser les excellents exemples de développement donnés par l'Afrique du Sud qui, à son tour, apportera de la force à la diversité des économies des deux régions et encouragera les pays à mettre en place un environnement adéquat pour une coopération et une intégration illimitées. Il a indiqué que le développement économique au Yémen était une priorité pour l'Etat et le Gouvernement qui ont contribué aux changements essentiels dans la gouvernance démocratique en République de Yémen. Il a informé la réunion qu'il y a de grandes opportunités d'investissement au Yémen.

Il a fait observer que les régions d'Afrique et du Monde Arabe seront certainement affectées par la crise financière internationale qui contribue en plus à l'augmentation des prix des denrées alimentaires ainsi qu'à la forte baisse des recettes pétrolières. Il a fait remarquer que ces tendances pourraient entraîner de graves répercussions dans les pays arabes et africains, sauf si les deux régions conjuguent leurs efforts pour contrer la crise et apprendre des leçons de l'impact de cette crise. Il a noté qu'il y avait d'échanges limités entre les deux régions et a exhorté la réunion à travailler afin de fournir des opportunités pour une coopération mutuelle efficace entre les pays arabes et africains. Il a enjoint ASSECAA de continuer à organiser les réunions périodiquement jusqu'à ce que des résultats visibles soient atteints.

(C) H.E Hon. MJ Mahlangu, Présidente du Conseil national des provinces de



ASSOCIATION DES SENATS, SHOORA ET CONSEILS
EQUIVALENTS D'AFRIQUE ET DU MONDE ARABE

l'Afrique du Sud, dans son discours inaugural, a insisté sur les questions soumises à la réunion comme suit:

- a) Les défis et les perspectives pour les régions multiraciales dans la recherche de la coopération socio-économique et politique.
- b) Les défis d'entrepreneuriat à grande échelle pour les pays en développement, l'Afrique et le Monde Arabe : étude des cas
- c) les groupements économiques régionaux pour amortir les dures réalités de la mondialisation, les défis et les opportunités.

Il a affirmé que les pays africains et arabes ne peuvent pas trop mettre l'accent sur la nécessité d'une coopération et une plus grande coopération entre les différents acteurs à l'avancement de notre agenda de développement. Il est donc important de se rappeler toujours que les entreprises et la société civile ont un rôle énorme à jouer à cet égard en tant que partenaires dans la construction de nos démocraties.

Il est essentiel que nous créons ensemble un espace de discussion, des questions, en particulier celles qu'affrontent les pays en voie de développement, afin d'aborder les défis de la pauvreté et du sous-développement. Cela comprend, entre autres, la nécessité d'une bonne gouvernance, en particulier dans les institutions internationales chargées de fournir des ressources pour le développement.

Nous sommes souvent surpris de la manière dont les questions sont soulevées par les entreprises et la société civile, quand elles discutent avec nos représentants, afin d'améliorer la qualité de nos politiques. La raison est que les entreprises et la société civile possèdent une expérience précieuse qui sert de mécanisme important de rétroaction quand nous examinons les lois et les politiques. Les entreprises et la société civile sont mieux placées pour alerter le gouvernement sur l'impact des politiques et des lois sur l'environnement dans lequel ils opèrent. Cette relation symbiotique implique une coopération.

Les développements récents dans le secteur financier qui ont touché le monde développé à la suite de l'effondrement des grandes sociétés financières, causant



ASSOCIATION DES SENATS, SHOORA ET CONSEILS
EQUIVALENTS D'AFRIQUE ET DU MONDE ARABE

ainsi de sérieux dommages aux pays en développement, est encore une forte indication que le gouvernement, les entreprises et la société civile ont besoin les uns des autres. Cela est plus important quand il s'agit de pays en développement qui ont besoin de partenariats pour:

- le développement socio-économique;
- le commerce et la croissance économique;

En vue d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, le 8^e objectif pour la mise en place d'un partenariat mondial pour le développement. Un de ces objectifs est le développement plus profond du système commercial et financier fondé sur des règles prévisibles et non discriminatoires.

Nous devons accepter que le régionalisme soit la voie vers la compétitivité mondiale, la croissance et le développement par l'intermédiaire de la Communauté politique et les pratiques économiques et, plus largement, le commerce et l'investissement. Toutefois, pour atteindre cet objectif, un certain nombre de défis sont à surmonter. Il s'agit principalement de la coopération au sein et en dehors de ces organismes régionaux.

Dans le cadre de notre continent, l'Union Africaine a adopté le NEPAD, le plan de développement de l'Afrique et de recouvrement de dettes dans lequel les communautés économiques régionales sont désignées comme des organismes d'exécution du programme. Cela montre l'importance de l'intégration économique.

Article 16 du Protocole instituant le Conseil de paix et de sécurité de l'Union Africaine reconnaît les mécanismes régionaux de prévention des conflits, de leurs gestions et de leurs résolutions dans le cadre de l'ensemble de l'architecture sécuritaire de l'Union, qui assume la première responsabilité de promouvoir la paix, la sécurité et la stabilité en Afrique.

La formation d'un bloc commercial régional africain est considérée comme la meilleure chance pour la promotion du développement durable viable et pour devenir un partenaire commercial dans l'économie mondiale.



ASSOCIATION DES SENATS, SHOORA ET CONSEILS
EQUIVALENTS D'AFRIQUE ET DU MONDE ARABE

Pour que les groupements régionaux travaillent de manière efficace, un domaine que nous devons accorder une priorité, est «l'harmonisation des lois". Il en est ainsi parce que les Etats membres dans les groupements régionaux possèdent des systèmes juridiques différents et il est difficile pour les groupements régionaux de fonctionner avec différents systèmes juridiques.

Au niveau continental, le Parlement panafricain a été engagé dans un projet d'harmonisation des lois sur environ trois ans comme l'un des objectifs de son plan stratégique 2006 - 2010 ". Toutefois, malgré cela et l'existence d'autres réalisations et fondations à l'échelle du continent, notre performance reste faible en ce qui concerne l'harmonisation des législations.

Un des principaux problèmes qui ont conduit à cette mauvaise performance est les orientations politiques des Etats membres. La plupart des États n'ont pas des politiques économiques claires qui soient propices à l'intégration et à la coopération.

Toutefois, seule l'harmonisation, sans prendre en compte les particularités nationales, ne se produira pas. Mais si nous voulons des relations plus profondes et plus simples entre les différents pays, nous devons être prêts à accepter davantage d'harmonisation.

Les questions que vous avez mises sur la table de cette réunion soulignent l'importance de la coopération politique et socio-économique en vue de réaliser l'harmonie entre les différents Etats, ce qui est nécessaire pour le développement et la liberté économique. Sans aucun doute, les membres de la communauté des affaires et la société civile ont un intérêt dans la résolution de ces questions.

(D) M. Amin Kurban qui a représenté la Banque arabe pour le développement économique en Afrique, dans son exposé, a dit qu'il avait le plaisir de présenter son exposé sur "le rôle de la BADEA dans le renforcement de la coopération entre l'Afrique et le Monde Arabe», au nom de la Banque Arabe pour le Développement



ASSOCIATION DES SENATS, SHOORA ET CONSEILS
EQUIVALENTS D'AFRIQUE ET DU MONDE ARABE

Economique en Afrique (BADEA), à l'occasion de l'ouverture de cette auguste Assemblée pour la première réunion des Chambres de Commerce et d'Industrie d'Afrique et du Monde Arabe, organisée par ASSECAA et parrainée par la BADEA , sous le thème «Le renforcement et l'institutionnalisation de la coopération économique efficace entre l'Afrique et le monde arabe".

Je voudrais tout d'abord remercier le Gouvernement et le Conseil National des Provinces de la République de l'Afrique du Sud et le Comité organisateur pour l'organisation de cette réunion qui reflète une forte détermination et un engagement commun de consolider davantage la coopération Sud-Sud. Grâce à la coopération économique entre l'Afrique et les pays arabes, des niveaux plus élevés de développement économique peuvent être réalisés.

Par conséquent, cela contribuera à la promotion des économies africaines et arabes, au renforcement du commerce régional et à la promotion des produits, des ressources et des liens de service. En outre, cette réunion a pour but de délibérer sur les modalités pratiques de la coopération et des investissements étrangers directs mutuels et des opportunités d'entrepreneuriat.

Pour nous, à la BADEA, cette réunion s'inscrit dans le cadre de l'objectif de développer et de renforcer la coopération afro-arabe sur le plan économique et financier, en participant au financement du développement économique dans les pays africains subsahariens, en stimulant l'apport de capitaux arabes au développement en Afrique et la contribution à la disposition de l'assistance technique nécessaire pour le développement en Afrique.

Comme on le sait, le début des années 1970 du siècle dernier a été témoin de l'évolution d'un concept politique de la solidarité afro-arabe et de l'investissement dans l'intérêt mutuel, ainsi que de l'ouverture de nouveaux horizons pour les relations économiques et sociales mutuelles.

Pour cet objectif, la BADEA a été assignée le rôle du renforcement de la coopération économique, financière et technique entre les pays arabes et africains.



ASSOCIATION DES SENATS, SHOORA ET CONSEILS
EQUIVALENTS D'AFRIQUE ET DU MONDE ARABE

Depuis lors, la BADEA s'est consacrée au développement économique afro-arabe en favorisant l'intégration par la croissance économique, le renforcement des capacités commerciales et le développement des infrastructures. Il a orienté ses modalités de financement au cours des dernières années pour être en conformité avec les changements dans le domaine du financement du développement et de mieux servir les objectifs sociaux mondiaux émergents, dont la lutte contre la pauvreté et la promotion du développement humain sont les deux axes principaux.

En plus de faire face aux changements qui détruisent les économies et l'essor économique des pays africains en voie de développement bénéficiaires de l'aide de la BADEA et de son financement selon les objectifs et les besoins de ces pays.

La BADEA continue dans le cadre de son accord établi et les lignes directrices de son plan quinquennal (2005 - 2009), de financer des projets de développement et de fournir une assistance technique à l'échelle nationale et régionale, de stimuler la contribution des capitaux arabes dans le développement de l'Afrique et à fournir un appui au secteur privé en raison de son rôle conducteur dans le développement économique de son pays.

Entre autres activités, la BADEA accorde une attention particulière au financement des banques de développement national et les institutions qui profitent directement du secteur privé, aux sources de financement de projets gouvernementaux qui soutiennent le secteur privé, y compris les microcrédits, au soutien du développement de nouveaux partenariats entre les pays arabes et africains pour les fournisseurs des services, en favorisant la participation des sociétés arabes de consultation dans la mise en œuvre des projets de développement financés par la BADEA dans de nombreux pays africains bénéficiaires de la promotion du commerce et de l'exportation des pays arabes aux pays africains par le biais de lignes de crédit.

Dans le même contexte, la BADEA accorde une attention particulière à l'expansion et la diversification de ses activités de coopération technique pour organiser et parrainer des forums, des réunions pour les pays arabes et africains dans les



ASSOCIATION DES SENATS, SHOORA ET CONSEILS
EQUIVALENTS D'AFRIQUE ET DU MONDE ARABE

différents secteurs des économies arabes et africaines visant à renforcer les relations économiques afro-arabes, en faveur de l'intérêt mutuel des régions arabes et africains.

Présentation de la BADEA, le rôle et la portée des services offerts dans le contexte de la coopération afro-arabe

Maintenant, permettez-moi de saisir cette occasion pour présenter brièvement le contexte historique et la justification de la création de notre banque de la BADEA. Emanant de l'histoire géographique et les relations culturelles liant les pays arabes et africains, et afin de renforcer la coopération afro-arabe dans le domaine économique et de favoriser l'investissement dans les ressources humaines et naturelles pour la réalisation du développement durable de la population arabe et africain , la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) a été établie conformément à la résolution de la 6ème Conférence au sommet arabe en Algérie (28 Novembre 1973). La banque a commencé ses opérations en mars 1975. Son siège est basé à Khartoum. La BADEA est une institution financière appartenant à 18 pays arabes, membres de la Ligue des Etats arabes qui ont signé son accord de mise en place le 18 février 1974. La banque est une institution financière indépendante de développement international ayant le statut juridique internationale et a une pleine et entière autonomie dans les questions administratives et financières.

La banque a été créée dans le but de renforcer la coopération économique, financière et technique entre les pays arabes et africains et d'incarner la solidarité africaine arabe sur des bases d'égalité et d'amitié. Pour parvenir à cette fin, la banque a reçu le mandat de:

- participer tout d'abord au financement du développement dans les pays africains.
- Deuxièmement, de stimuler la contribution des capitaux arabes dans le développement de l'Afrique et
- Troisièmement, contribuer à fournir l'assistance technique nécessaire pour le développement de l'Afrique.



Panorama perspectif des priorités de la BADEA pour la coopération économique et le développement durable en Afrique

Ici, nous pouvons poser la question de savoir comment la banque aide à la mise en œuvre de la politique de la coopération sud-sud pour aider à la coopération afro-arabe. Les points suivants représentent l'importance stratégique de la BADEA et elles sont liées à l'allocation de ses ressources de développement.

- L'Agriculture, le développement rural et les infrastructures sont les secteurs jugés prioritaires, sans pour autant négliger les autres secteurs comme l'industrie, l'énergie, la santé, l'éducation et l'environnement.
- Deuxièmement, en se concentrant sur les opérations d'aide visant la réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire et l'encouragement de la participation des femmes dans le développement. En plus de maintenir l'appui aux projets dans le secteur social et aux projets dans les pays qui font face aux catastrophes, nous avons également accordé une attention particulière aux pays qui souffrent de conflits locaux ou régionaux.
- Soutien accru au secteur privé par le biais des lignes de crédit, en fournissant une assistance technique qui comprend l'appui institutionnel, les études de faisabilité et de la formation.
- Utiliser les compétences arabes et africains, les produits de base, les services et le transfert technologique dans l'exécution des projets financés par la BADEA.
- Nous servons aussi au renforcement des capacités commerciales et au financement de l'expansion du commerce entre les deux régions par le biais du financement des exportations arabes vers les pays africains, en plus du financement des études dans le domaine de la promotion des partenariats publics et privés et de l'amélioration du climat d'investissements étrangers.
- Accorder une attention particulière à la coordination régionale et aux projets d'intégration reliant les pays africains et ceux qui relient l'Afrique avec les pays



arabes, en plus du projet de l'initiative du NEPAD, qui est le nouveau partenariat pour le développement.

Mis en évidence des activités sectorielles de prêts de la BADEA et ses engagements d'assistance technique.

En plus de l'orientation stratégique stricte mentionnée plus tôt, la BADEA essaie d'être une Institution de forte demande directe. Il finance des projets prioritaires du Gouvernement dans les pays bénéficiaires qui font habituellement partie de ses plans stratégiques de développement. Dans certains cas, ces projets sont à caractère régional, au profit de plusieurs pays, contribuant ainsi à la fois dans leur coordination économique et leur intégration.

La BADEA fournit également une assistance technique sous la forme de subventions non remboursables pour financer la préparation des études de faisabilité technique et économique pour des projets d'appui institutionnel à l'organisation des stages de formation pour les cadres nationaux, la fourniture d'équipements et d'experts aux pays africains et l'organisation de 6 foires commerciales afro-arabes, 2 semaines de rencontres avec les hommes d'affaires et des forums. La BADEA finance aussi le commerce des pays arabes vers les pays africains, en plus de sa contribution dans le capital des banques d'exportation et d'importation.

En termes d'opérations de financement du développement de la BADEA, les engagements de coopération au cours de la période 1975 - 2007 s'élevaient à 3354.127 millions de dollars et étaient attribués au financement de 427 projets de développement dont 30 projets ont été alloués au secteur privé. 19 prêts ont été accordés aux petites et microcrédits ainsi que 438 opérations d'assistance technique y compris les études de faisabilité technique et économique et les opérations d'appui institutionnel comme le parrainage des stages de formation, la disposition d'Experts arabes, en fournissant des outils, des instruments et du matériel, 14 opérations en matière de prêt spécial dans le cadre du programme d'aide d'urgence



aux pays touchés par des catastrophes naturelles afin d'atténuer l'impact et 59 prêts accordés pour les pays africains au titre d'aide arabe d'urgence au continent africain pour l'appui de leur balance des paiements.

Les activités de la BADEA dans le domaine des opérations d'assistance technique ont enregistré un développement notable durant la dernière décennie. Depuis sa création, BADEA a accordé plus de 104 millions de dollars dans les opérations d'assistance technique, en finançant plus de 178 études de faisabilité et 229 opérations d'appui institutionnel en forme d'achats d'équipements, le financement des services des experts arabes et le parrainage de plus de 161 sessions de formation et qui ont profité à plus de 3889 stagiaires africains, 43 pays africains, 5 groupes régionaux et 17 institutions régionales.

Ces sessions de formation ont pour but de bâtir les capacités des ressources humaines disponibles, renforcer les compétences dans le but de promouvoir le développement économique durable et aider les pays africains à faire face aux nouveaux défis à la satisfaction de leurs partenaires de développement et autres bailleurs ainsi que de mettre en application leur programme de développement économique et social d'une façon plus efficace.

Les modalités de financement de la BADEA se sont développées pour profiter à 43 pays africains du Sud du Sahara et 17 organisations régionales. Dans l'appréciation des besoins des pays bénéficiaires, les projets de la BADEA ont pour but de contribuer à la sécurité alimentaire, à la réduction de la pauvreté et à la promotion des opportunités d'emplois. Les allocations couvrent les domaines de sécurité alimentaire, les secteurs de développement rural et agricole, les infrastructures (les routes, l'approvisionnement en eau potable, les installations sanitaires); l'irrigation rurale, la réhabilitation de la terre, le développement des ressources animales, le drainage agricole pour combattre la désertification et améliorer la protection de l'environnement ainsi que les secteurs d'industrie et d'énergie.

BADEA continue d'accorder ses prêts en des termes flexibles et à des tarifs réduits qui conviennent aux projets de financement et aux réalités économiques des pays



ASSOCIATION DES SENATS, SHOORA ET CONSEILS
EQUIVALENTS D'AFRIQUE ET DU MONDE ARABE

aux revenus bas et a continué à augmenter ses subventions et ses contributions à l'initiative HIPC.

Une indication des efforts de la BADEA à réduire le fardeau de la dette des pays africains en reconnaissance de leur situation financière et économique et dans le soutien du développement des ressources humaines.

BADEA a aussi accordé une grande importance au cofinancement des projets de développement avec différentes institutions financières de développement en raison des possibilités de ces approches dans le financement des grands programmes proposés par les pays bénéficiaires.

La contribution de la BADEA avec les Institutions financières arabes et non arabes dans ces projets avoisine autour de 13405 millions de dollars. Ces institutions comprennent le Fond Saoudien pour le Développement, le Fond d'Abou Dhabi pour le Développement ; la Banque Islamique de Développement, la Banque Mondiale et le Fond de l'OPEP pour le développement international représentant autour de 35% du coût total des projets de financement.

En vue de mieux améliorer les objectifs de la BADEA à savoir le renforcement de la coopération économique d'Afrique et du Monde Arabe et de maximiser les avantages à tirer des ressources, de l'expérience ainsi que les biens et services disponibles dans les deux régions, les directives et les procédures de la BADEA ont été orientées pour stipuler que les services de consultance des opérations de la BADEA(projets et études de faisabilité technique , économique et financière, supervision des travaux de contributions et la gestions des projets) soient faits à travers les firmes ou les entreprises arabes, africaines ou arabo-africaines; à l'exception de certains cas spéciaux qui dépendent de la nature du projet et qui assurent aussi une marge de préférence pour les fournisseurs et les entrepreneurs d'Afrique et du Monde Arabe dans les sphères de compétitivité internationale.



Exploration de nouvelles possibilités de coopération Economique pour un véritable partenariat commercial afro-arabe.

c'est le souhait sincère de la BADEA que cette réunion soit une plateforme qui servira de première base aux opportunités d'investissement dans les deux régions et que ses délibérations aboutiront à des recommandations visant à établir des modalités pratiques de coopération économique avec des propositions concrètes pour la création d'un cadre institutionnel entre les chambres de commerce et d'industries d'Afrique et du Monde Arabe qui pourra aider à promouvoir le niveau des affaires commerciales , l'esprit d'entreprise, l'investissement direct et les relations commerciales entre les deux régions comme un autre moyen durable de connaissance commerciale pour le développement de l'Afrique, favoriser la coopération afro-arabe, trouver de nouveaux moyens pour tirer profit des voies et des réseaux de communication et faciliter la circulation de l'information entre les communautés économiques, industrielles et commerciales en vue d'améliorer le partenariat afro-arabe et ainsi contribuer à promouvoir les intérêts économiques des deux régions.

En conclusion, il a été assuré à la réunion que BADEA continuera à soutenir l'organisation des fora similaires, les réunions et les projets d'expression commerciale pour amener ensemble les différentes communautés économiques, commerciales et industrielles à délibérer sur les questions et les enjeux de développement en Afrique dans ses efforts continus de promouvoir la coopération économique d'Afrique et du Monde Arabe.

(E) S.E Mr. Mohammed H. Radhi, membre du Conseil Shoora de Bahreïn et Chef de la délégation de Bahreïn, dans son discours, a dit:

Cette importante conférence s'est tenue sous les conditions financières mondiales très délicates. Les pays riches du Nord ont souffert d'une crise financière qui a affecté presque le monde entier. Aussi, le Sud en voie de développement a aussi beaucoup souffert des problèmes financiers suite à la crise mondiale survenue dans les pays occidentaux. Beaucoup d'institutions financières dans les pays du tiers monde ont été affectées et sont au bord de l'effondrement et de la faillite.



En plus, les marchés boursiers ont aussi souffert de larges fluctuations et les économies individuelles dans quelques pays en développement ont subi des réductions, suite à ces problèmes financiers.

De plus, l'ampleur et l'inévitable lien entre les prix du pétrole dans les marchés mondiaux et les taux d'échange font que les budgets de plusieurs pays en voie de développement continuent de diminuer affectant beaucoup de projets de développement et ralentissant leur mise en exécution.

Ces problèmes n'ont pas commencé dans les pays africains ou arabes mais plutôt à Downing street, Genève ou à Paris et nous sommes énormément affectés par cette situation et au contraire, ces pays ne sont affectés par aucun problème financier dans le tiers monde. Le moment est venu pour nos gouvernements d'être conscients de tous ces problèmes, c'est une sorte d'avertissement qui nous dit que le danger est à venir.

Permettons nous d'observer que les puissantes économies comme les économies chinoises et indiennes ne sont pas affectées par la crise parce que ces économies avaient une vision et une application rigoureuses des normes économiques, l'une de ces dernières et la plus significative est la non association et la dépendance sur les économies occidentales.

Nous sommes dans le besoin urgent de législation et de régulations pour nous protéger nous-mêmes des chocs similaires ; transmettons à nos gouvernements, nos peurs et nos inquiétudes à ce qui nous arrivera dans le futur s'il n'y a pas de vision et d'indépendance en matière de prise de décision pour les affaires économiques.



ASSOCIATION DES SENATS, SHOORA ET CONSEILS
EQUIVALENTS D'AFRIQUE ET DU MONDE ARABE

Alors, nous mettons l'accent sur les faits suivants:

- 1- Convenir d'une législation en matière économique qui sauvegarde et soutient l'indépendance.
- 2- Créer un système économique ou une ligue de pays pour établir une coopération économique avec les pays occidentaux.
- 3- Profiter des expériences des économies chinoises et indiennes et revoir leurs législations et leurs régulations.
- 4- Mettre l'accent sur la partie essentielle des produits qui sont à la base de l'économie et non les services.
- 5- Développer une nouvelle vision basée plus sur le parallélisme économique que sur la dépendance économique.
- 6- Comblent le vide dans les législations de transactions bancaires et mettre l'accent sur la coopération entre l'union des Banques arabes et l'union des Banques africaines.
- 7- Discuter en détail les causes de la crise et faire le contour de ses racines.
- 8- Nous pensons que le moment est venu de développer un système bancaire intègre parmi les pays d'Afrique et du Monde Arabe.
- 9- Discuter les raisons qui ont poussé à ce qu'il n'y ait pas de pertes financières significatives dans les banques islamiques et les possibilités d'en tirer les expériences.
- 10- Une question se soulève elle-même, si la crise du crédit immobilier a créé cette catastrophe financière majeure, le temps est venu de ne pas fixer de dollar américain comme monnaie de référence.
- 11- Un mécanisme arabo- africain devrait être trouvé pour le règlement des dettes accumulées dans les processus de développement. Des voies devraient être trouvées pour organiser ce mécanisme, convenir une gamme de lois ainsi que l'étude de cette succession de pauvreté qui va en parallèle avec la sécurité.
- 12- L'Analyse des conséquences des conventions internationales bilatérales surtout après ce qui s'est passé (par exemple, la convention sur le commerce international).

Nous espérons et nous comptons sur vous pour transmettre cette image et ces aspirations aux autorités dans vos pays respectifs, pour éviter des chocs futurs



ASSOCIATION DES SENATS, SHOORA ET CONSEILS
EQUIVALENTS D'AFRIQUE ET DU MONDE ARABE

provoqués par l'homme ou inattendus, mais surtout causés par des planifications médiocres.

Soyons confiants que nous avons maintenant une opportunité de progresser malgré cette crise. Si nous agissons attentivement et si nous portons à la situation une pensée très profonde.

En conclusion, je voudrais saluer l'appel lancé par son Altesse le Premier Ministre du Royaume de Bahreïn Cheikh Khalifa bin Salman Al Khalifa lors de la Journée mondiale de lutte contre la pauvreté, Vendredi le 17 Octobre 2008.

Il a appelé la Communauté internationale d'identifier les menaces et les défis que les pays pauvres font face suite à la crise financière qui afflige le monde aujourd'hui et il a aussi appelé la Communauté internationale et les pays riches du monde d'aider les pays pauvres à surmonter ces crises financières.

8.0 Présentation des exposés et discussion

8.1 Exposé Un: Mondialisation, Les défis et les opportunités

Introduction

La mondialisation, ou l'intégration croissante des économies et des sociétés, est un processus complexe qui touche tous les aspects de l'économie et de la société. Les implications de la mondialisation sont importantes pour les stratégies nationales de développement, qui affectent les politiques gouvernementales en matière de commerce, de développement industriel aussi bien que de santé, d'éducation et d'autres politiques de développement social. D'un point de vue commercial, la mondialisation entraîne à la fois des défis et des opportunités. La concurrence croissante à la fois dans les marchés extérieurs et intérieurs demande aux entreprises d'évaluer leurs stratégies visant l'approvisionnement des intrants, l'usage de la technologie dans le développement des produits et des services, et dans la commercialisation de ces produits et services sur les marchés existants et nouveaux.



L'impact de la mondialisation sur la société est omniprésent et influence les normes culturelles et les standards à travers la communication et la diffusion des idées et de l'éducation. L'augmentation de la circulation des personnes à travers les frontières à la recherche de meilleures opportunités économiques encourage l'interaction culturelle mais amène aussi des défis. Un défi important à relever pour le monde en développement, et tout particulièrement pour l'Afrique, a été la propagation du VIH/SIDA.

Qu'est-ce qui guide la mondialisation ?

L'intégration mondiale est le résultat de la diminution des coûts de transport, de la réduction des barrières commerciales, des communications plus rapides et de la diffusion d'idées à travers l'utilisation de l'Internet et d'autres technologies de communication, qui augmentent le flux de capitaux et la migration des peuples.

L'impact des développements technologiques dans le domaine de la technologie de l'information et de la communication est important. Ces développements affectent plusieurs secteurs de l'économie. L'utilisation de nouvelles technologies dans le secteur financier a un impact sur les systèmes internationaux de paiement et sur la facilitation des transactions financières, aussi bien que sur les mouvements de capitaux. La crise financière actuelle nous donne une indication de la rapidité avec laquelle la crise financière aux États-Unis s'est diffusée dans les autres parties de l'économie mondiale. L'interconnexion des systèmes financiers des pays est facilitée par les technologies de la communication. En outre, la diffusion des nouvelles concernant la crise financière a influencé la confiance commerciale dans le



monde entier, et très rapidement cela a ramené l'impact de la crise financière sur les décisions des individus même au niveau du foyer familial.

La mondialisation, à travers la diffusion rapide des idées, influence le comportement et la demande du consommateur. Les tendances de la demande du consommateur se propagent très rapidement du monde développé vers les pays en développement, et les consommateurs ont accès aux biens et aux services produits dans le monde développé grâce au commerce électronique, et grâce au débit plus important du commerce international. Ceci influence non seulement les décisions commerciales, mais aussi les normes sociales et culturelles dans nos pays.

Mondialisation : qui gagne et qui perd

Outre les aboutissements positifs, la mondialisation crée aussi des soucis. La mondialisation crée des gagnants et des perdants. Ceci soulève les questions relatives à la concurrence et ce qui est nécessaire pour être compétitif dans une réalité mondialisée. Avec la réduction des barrières commerciales, l'augmentation de la concurrence sur les marchés internes aura des résultats importants.

Les développements technologiques tels que l'Internet et autres technologies de communication sont importants non seulement pour l'intégration du commerce au-delà des frontières nationales, mais aussi pour l'intégration croissante des



sociétés. Les préoccupations au sujet du développement culturel uniforme et de la perte d'identité nationale sont aussi importantes.

Du point de vue du consommateur, l'intégration mondiale peut se traduire dans la disponibilité des produits et des services moins chers, puisque ceux-ci sont importés des producteurs moins chers d'autres pays. Ceci est un avantage important. Les consommateurs auront une plus grande variété de produits et de services à choisir, et pourraient avoir accès à une variété plus importante en termes de qualité de produits et de services. Des produits moins chers peuvent améliorer le bien-être du consommateur, en octroyant aux foyers plus de choix de dépense.

Cependant, l'augmentation des importations peut poser des défis aux producteurs locaux, surtout aux petites et moyennes entreprises, puisqu'elles ont du mal à contrer des importations moins chères. Les petites et moyennes entreprises sont souvent possédées par les nationaux du pays, alors que dans le Monde Arabe et en Afrique, de nombreuses grandes entreprises peuvent appartenir à des étrangers ou à des multinationales. L'impact de la concurrence croissante sur les marchés intérieurs pour les petites et moyennes entreprises est donc une préoccupation importante. Certaines petites et moyennes entreprises peuvent être contraintes à la fermeture, ne pouvant pas rivaliser avec des produits d'importation moins chers. Ceci peut créer du chômage, ce qui a des implications sociales importantes. L'émancipation économique des ressortissants du pays sera affectée négativement.

Répondre à la mondialisation

Un défi clé à relever par le Gouvernement consiste à considérer quel genre de politiques appropriées afin d'aider les entreprises à augmenter leur



ASSOCIATION DES SENATS, SHOORA ET CONSEILS
EQUIVALENTS D'AFRIQUE ET DU MONDE ARABE

compétitivité dans un marché mondialisé. L'information sur le marché, les renseignements quant aux opportunités sur les marchés de l'exportation, aussi bien que le soutien afin de maîtriser les nouvelles technologies, sont des interventions importantes de soutien que le Gouvernement pourrait envisager.

Les Associations commerciales et les Chambres de commerce peuvent également aider leurs associés en fournissant l'information en matière de nouvelles technologies, nouvelles opportunités de marché et nouvelles tendances en matière de demande du consommateur, dans un système mondialisé.

Pour les entreprises, le processus de mondialisation influence les décisions en matière de production, de distribution et de commercialisation de produits et de services. La libéralisation du commerce international, parmi les membres de l'Organisation Mondiale du Commerce, par exemple, a ouvert aux entreprises de nouvelles opportunités de marchés, à la fois pour les pays développés et pour les pays en développement. Il est important, lorsqu'on participe aux négociations commerciales internationales, de considérer avec attention les opportunités potentielles dont les entreprises pourraient tirer avantage et d'agir avec le Gouvernement sur des accords commerciaux qui facilitent l'accès à ces opportunités. Dans ce contexte, il est aussi important de remarquer que de nombreux pays sont en train de négocier des accords commerciaux et de coopération avec des partenaires spécifiques à travers des accords d'intégration régionale ou à travers des accords bilatéraux.

La poursuite de l'efficacité a mené les entreprises des pays développés à déplacer la production dans les pays en développement. Par exemple, souvent des sociétés multinationales produisent des produits de marque dans les pays en développement car les coûts, notamment ceux de la main d'œuvre, y sont moins



élevés. Alors que cette situation crée des emplois, il est important de prendre en considération aussi d'autres impacts, tels que par exemple l'impact environnemental de telles activités.

Fragmentation de la production

Une caractéristique importante de l'économie mondialisée, est l'augmentation de la fragmentation de la production. La fragmentation de la production indique la séparation des activités de production dans la chaîne d'approvisionnement à travers différents endroits géographiques. Par exemple, le cuir pour la production de chaussures peut être produit au Botswana, envoyé ensuite en Italie où il est tanné et préparé pour la production de chaussures, et enfin envoyé en Chine où les chaussures sont produites.

Cette fragmentation du processus de production a lieu pour augmenter l'efficacité de la production et pour en baisser les coûts. Les sociétés recherchent les avantages compétitifs des différents endroits dans l'économie mondiale et séparent les activités de production de la chaîne d'approvisionnement pour pouvoir profiter de ces avantages.

Les implications de la fragmentation de la production sont un impact important de la mondialisation qui touche les entreprises, le Gouvernement et la société.

En premier lieu, la fragmentation de la production signifie que les activités de production sont très mobiles. Un producteur peut déplacer des parties spécifiques de la chaîne d'approvisionnement vers différents producteurs à différents endroits du monde, et ceci très facilement puisqu'ils n'investissent pas dans la capacité de production. Pour les entreprises qui s'occupent des



activités ressourcées à l'extérieur, les risques sont augmentés puisque les contrats peuvent être à court terme, plutôt qu'à long terme.

En deuxième lieu, la fragmentation de la production met en évidence l'importance du rôle des services dans un système mondialisé. Les services, tels que les transports, les communications et les services financiers, constituent le lien entre les différentes étapes de la chaîne d'approvisionnement. Ceci signifie que la compétitivité de la production est étroitement liée aux secteurs des services.

Intégration commerciale et des investissements dans un système mondialisé

Pendant les trois dernières décennies en particulier, le commerce international a été libéralisé de façon importante. L'établissement de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), en 1965, a fourni le point d'ancrage institutionnel pour le développement de règles commerciales internationales et pour la facilitation de la libéralisation du commerce international.

La libéralisation du commerce international a ouvert les importations à partir des produits agricoles jusqu'aux produits finis et aux services. Cependant, il est vrai qu'il reste encore beaucoup à faire surtout par rapport à la libéralisation commerciale agricole.

La libéralisation commerciale signifie que nous trouvons de nouveaux produits et services dans nos économies nationales, et aussi que la participation de nos entreprises sur les marchés de l'exportation est accrue. Ceci amène des défis vu que nos entreprises doivent développer et augmenter leur compétitivité afin



ASSOCIATION DES SENATS, SHOORA ET CONSEILS
EQUIVALENTS D'AFRIQUE ET DU MONDE ARABE

d'encourager le consommateur à acheter leurs produits plutôt que des produits importés. Dans de nombreux pays cela requiert des efforts importants puisque les consommateurs peuvent tout simplement supposer que les produits et les services importés sont meilleurs que ceux produits localement.

Un développement important, surtout pendant la dernière décennie est constitué par l'augmentation des exportations de la part des pays en développement. L'Inde, la Chine et le Brésil sont des leaders clés de l'économie mondiale, qui exportent à la fois dans les pays développés et dans les pays en développement. En fait, des pays comme ceux-ci représentent aujourd'hui les nouvelles grappes d'entreprises de compétitivité manufacturière pour beaucoup de produits finis (les biens de consommation, les automobiles en sont un exemple).

Une des conséquences de la croissance économique de ces pays est le fait qu'ils sont devenus à leur tour des importateurs de taille, de biens tels que le charbon, l'acier et de minéraux comme l'or et le platine. Désormais ils jouent un rôle important dans l'établissement du prix de ces biens sur les marchés internationaux. Ceci était auparavant une prérogative des pays développés uniquement.

En outre, il y a eu des changements importants dans l'économie mondiale par rapport aux investissements. Traditionnellement les pays développés étaient la source des investissements pour les pays en développement. Ceci n'est plus le cas. Les pays en développement à croissance plus rapide, comme l'Inde et la Chine, sont devenus des sources d'investissements importantes, dans d'autres pays en développement aussi bien que dans les pays développés. Un exemple de l'Inde est Mittal. Mittal a investi de manière importante dans l'industrie de l'acier dans plusieurs pays développés et en développement.



Réponses à la Mondialisation

Soucis de gouvernance mondiale : brève analyse de la crise financière actuelle

Les développements, surtout dans les économies de grande échelle comme celles des États-Unis, de l'Inde et de la Chine, auront un impact sur l'économie du monde entier. La crise financière actuelle en est un exemple. Un examen plus minutieux de cette crise peut nous fournir des leçons importantes sur la mondialisation. Une question clé consiste à comprendre comment la crise s'est déclenchée, et ce qui est nécessaire afin d'éviter une telle crise dans le futur. Bien que cette question soit très complexe et aille au-delà du but de cette note d'information, il est utile de prendre en considération certains aspects de cette crise.

Il n'y a pas de doute que l'intégration du système financier mondial soit un trait important de la crise. Le fait que les banques soient liées internationalement signifie que si les banques, ou autres institutions financières comme les compagnies d'assurance, sont des sociétés mondiales et sont reliées à d'autres institutions financières, alors si on rencontre un problème, disons, aux États-Unis, l'impact se fera ressentir bien au-delà des États-Unis. Par conséquent, le fait que de nombreuses institutions financières soient des sociétés multinationales, a contribué à la propagation de la crise financière. En outre, le fait que les finances et les capitaux puissent bouger librement dans l'économie mondiale, est aussi un facteur qui contribue à la crise.

Cependant, une question clé consiste à savoir pourquoi la crise est survenue? La réponse à cette question est complexe, cependant le manque de gouvernance mondiale du système financier mondial pourrait très bien être une considération importante. Il n'y a pas un organisme équivalent à l'Organisation Mondiale du



Commerce qui supervise les règles commerciales mondiales pour le système financier mondial.

Quelles leçons pouvons-nous tirer de la crise financière ? Une leçon importante a trait à la stimulation. Les fonctionnaires des banques ont réussi à obtenir des résultats importants en prêtant de l'argent, même aux clients à haut risque. Ceci a été essentiellement le début de la crise aux États-Unis, avec le marché à haut risque, puisque les prêts hypothécaires étaient octroyés aux clients qui potentiellement présentaient des hauts risques de non-paiement.

Comment détermine-t-on les structures de la stimulation au sein des institutions financières et quelle structure de supervision existe-t-il pour prévenir ces prêts à haut risque ? Il s'agit là de questions importantes pour prévenir des comportements qui peuvent mettre à risque des institutions et des systèmes financiers. La gouvernance, ou des règles qui pourvoient une assurance aux systèmes économiques intégrés, comme le système financier mondial, doivent être examinées dans une économie mondiale.

Intégration régionale : une stratégie pour l'intégration mondiale ?

De nombreuses économies en Afrique et dans le monde arabe sont, selon les standards internationaux, des petites économies, à la fois en termes de population et de taille économique. Ceci a des implications importantes par rapport à une tendance importante de l'ère actuelle de la mondialisation.

A côté de l'essor de la mondialisation, une tendance importante et croissante est le régionalisme. L'intégration régionale ou régionalisme, définit le processus par lequel les pays souscrivent des accords de coopération dans des domaines



spécifiques du développement économique, et visant l'intégration de leurs marchés et de leurs économies.

Dans le cadre de l'Organisation Mondiale du Commerce, le nombre d'accords commerciaux régionaux a augmenté de manière importante pendant la dernière décennie. Il semblerait que le régionalisme soit une réponse aux défis lancés par l'intégration mondiale ; surtout puisque les économies plus petites forment des groupements régionaux.

Les groupements régionaux peuvent être motivés par plusieurs raisons. Les petits marchés peuvent être une raison. A travers l'intégration régionale, les pays offrent à leurs entreprises des marchés plus larges et l'opportunité d'atteindre les économies d'échelle et par conséquent d'améliorer leur efficacité et leur compétitivité. En réalisant ces économies d'échelle et une compétitivité accrue, ils peuvent aussi rivaliser plus efficacement dans l'économie mondiale. Par conséquent, certains pays et groupements régionaux choisissent l'intégration régionale comme stratégie d'intégration mondiale. Ceci est appelé le régionalisme ouvert. L'Asie du Sud-Est a appliqué cette stratégie avec succès.

D'autres groupements régionaux sont formés tout particulièrement pour affronter des préoccupations liées à la sécurité ou pour améliorer la capacité de négociations lors des négociations internationales. Certains groupements peuvent avoir plusieurs objectifs. Par exemple, en Afrique australe, la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) se concentre sur des objectifs de développement de grande envergure, visant à soutenir le développement régional, la paix et la sécurité aussi bien que le développement économique et l'intégration dans l'économie mondiale.



Jusqu'à présent le modèle d'intégration régionale a été guidé par l'Union Européenne et a influencé plusieurs accords d'intégration régionale. Ce modèle qui a commencé avec l'objectif politique d'éviter une autre guerre après la Deuxième Guerre Mondiale, s'est aussi penché sur l'intégration économique ou des marchés, en libéralisant le commerce entre Etats membres et a ensuite cherché aussi à harmoniser les politiques dans certains domaines comme par exemple celui de l'Agriculture.

L'intégration régionale en Afrique et dans le Monde Arabe est aussi une stratégie importante. Dans le Monde Arabe, le Conseil de coopération du Golfe est un bon exemple; en Afrique, les Communautés économiques régionales sont bien établies et un plan panafricain d'intégration du continent est une priorité importante.

Un point clé est la façon selon laquelle l'intégration régionale peut aider les pays à relever les défis et à tirer avantage des opportunités de la mondialisation. A ce propos, il est important pour les Etats membres d'une Communauté économique régionale de déterminer leur stratégie régionale. Ceci est important aussi lorsque les Etats membres sont en train de négocier des accords avec des parties tierces. Un bon exemple a été donné par les négociations actuelles que les Etats africains mènent avec l'Union Européenne pour conclure des Accords de partenariat économique.

Mondialisation, Pouvoir et Culture

La mondialisation n'est pas seulement un phénomène économique. La mondialisation change les relations de pouvoir, tout particulièrement les



relations entre les pays développés et les pays en développement. Les pays en développement ont un grand intérêt dans le développement des systèmes de gouvernance mondiale solide. Les systèmes de gouvernance mondiale offrent les meilleures perspectives qui forcent les pays à respecter les règles internationales. Les systèmes basés sur les règles offrent une sécurité aux membres plus petits et plus faibles de la Communauté internationale.

D'une certaine manière, la Mondialisation limite le but des gouvernements de faire des politiques. Par exemple, si un pays est membre de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), certains domaines de la politique nationale comme la politique industrielle doivent respecter les règles de l'OMC.

La Mondialisation peut à la fois augmenter et limiter la diversité culturelle. La diversité peut être améliorée à travers l'augmentation des communications, les frontières nationales, la commercialisation et l'immigration. Mais il est vrai aussi que la Mondialisation peut réduire la diversité lorsque la culture étrangère remplace la culture locale. La migration favorise aussi la diversité. Une plus grande diversité culturelle peut rendre la société plus dynamique mais peut aussi lancer des défis lorsque se développent des conflits entre cultures. Dans un contexte africain, la migration est une question très délicate en raison des défis économiques auxquels de nombreux pays africains doivent faire face. Avec des taux de chômage et de pauvreté élevés, la migration d'étrangers peut être perçue comme une menace de la part des populations locales, ce qui mène à des situations de conflit.

Mondialisation et questions environnementales

Il est prouvé qu'avec la mondialisation dans certains pays, les niveaux des revenus ont augmenté, et par conséquent la consommation a augmenté et les



modèles de consommation ont changé. Un problème associé à l'augmentation des revenus est l'augmentation de la pollution. Une compétitivité intensifiée peut avoir pour conséquence la compromission des standards environnementaux, ce qui peut provoquer des dégâts à l'environnement qui auront un impact négatif sur les perspectives futures de développement. Ceci, encore une fois, soulève la question de la gouvernance internationale. Des instruments tels que le Protocole de Kyoto peuvent aider à fournir des normes qui soutiendront la protection de l'environnement pour un développement durable. Bien sûr, ceci ne fournira les bases du développement durable que si tous les pays, et notamment les économies plus vastes et développées, respectent ces normes.

Commentaires conclusifs

La mondialisation est un processus complexe. Le processus implique des décisions de la part des entreprises afin de chercher des opportunités sur les marchés de l'exportation, de la part des individus pour chercher des revenus meilleurs, ou des opportunités d'éducation dans d'autres pays. Cela est aussi mis en évidence par les Gouvernements qui concluent des accords avec d'autres pays afin de promouvoir les investissements et le commerce.

La mondialisation a des aboutissements à la fois positifs et négatifs. Certains défis requièrent des solutions mondiales sous forme de systèmes de gouvernance basés sur les règles, alors que d'autres problèmes requièrent des réponses au niveau national, comme par exemple les défis liés à la diversité culturelle.



D'un point de vue commercial, la mondialisation augmente la concurrence. Une concurrence accrue veut que les entreprises évaluent avec soin leurs sources de concurrence et de compétitivité, en tirant profit des opportunités de se ressourcer à l'extérieur pour maîtriser les nouvelles technologies et pour répondre à la demande du nouveau consommateur. Les associations commerciales et les gouvernements peuvent contribuer en mettant à disposition des entreprises, les informations et en incluant les entreprises dans les négociations d'accords avec les pays qui sont des partenaires en matière commerciale et d'investissements.

Discussion de l'exposé Un par les participants

8.2 L'Exposé Deux – Les défis du développement commercial pour les pays en développement.

Introduction

Les tendances majeures de l'économie mondiale ont des implications importantes pour le développement des entreprises et le commerce de haut niveau dans les pays en développement. Cette note d'information analysera rapidement le processus de mondialisation et les implications pour les pays en développement et se concentrera ensuite sur les développements clés de l'économie mondiale. Le développement de chaînes d'approvisionnement mondiales et la désagrégation géographique des étapes de la chaîne d'approvisionnement (ce processus est appelé fragmentation de la production) et le rôle des services dans l'économie sera analysé.



Il est aussi important de remarquer que la diversité parmi les pays en développement est importante. Les pays en développement comme la Chine, l'Inde et le Brésil, représentent aujourd'hui le centre de la concurrence dans plusieurs secteurs manufacturiers, des biens de consommation à l'électronique aux automobiles. Alors que les économies d'autres pays moins développés (et l'Afrique est le continent avec le plus grand nombre de pays parmi les moins développés) sont encore centrées sur l'agriculture plutôt que sur le développement industriel, il existe des pays qui ont attiré des investissements pour les activités manufacturières mais pour la plupart, les secteurs manufacturiers sont encore faibles. Cette diversité croissante entre pays en développement fait en sorte que toute analyse des défis liés au développement commercial doit prendre en considération les caractéristiques spécifiques du pays en développement. Certains pays en développement participent efficacement à l'économie mondialisée, alors que d'autres sont de plus en plus marginalisés.

De plus, les nouveaux défis liés à l'environnement et au développement durable sont importants. Par exemple, il est important que les pays riches en ressources naturelles ou les pays exportateurs de produits de base (pétrole, or, charbon, cuivre, té, café) évaluent la nécessité de diversifier leurs économies. Pour les pays tributaires de produits de base, ceci pourrait nécessiter une évaluation du potentiel de développement d'un secteur manufacturier ou des secteurs des services. Il s'agit là de préoccupations non seulement pour le Gouvernement



mais aussi pour les entreprises. Aux Émirats Arabes Unis, par exemple, la croissance du secteur de l'éducation est remarquable. Cette région pourrait devenir un centre d'éducation non seulement pour le Moyen Orient, mais aussi pour les autres régions. Plusieurs pays de la région sont devenus très compétitifs sur le marché du transport aérien. Leurs compagnies aériennes et les aéroports qui ont été développés dans la région en font un centre important du transport aérien, reliant, par exemple, l'Afrique à l'Europe.

L'Ile Maurice est un cas d'étude important de développement à partir d'une économie agricole (production de sucre) à un centre manufacturier (production de vêtements) et à une économie des services (tourisme, services financiers). Ce changement du pôle économique du secteur primaire à la manufacture aux services est une réponse aux changements de l'économie mondiale aussi bien qu'un développement aux niveaux régional et national.

Un défi très important pour les gouvernements dans les pays en développement est la création des politiques qui puissent soutenir le développement commercial compétitif. Cela requiert un nouvel examen tout en particulier des politiques qui peuvent soutenir directement le développement commercial. Parmi ces dernières, la politique commerciale, la politique industrielle, la politique de la concurrence aussi bien que les politiques de développement sectoriel et de réglementation des services et d'autres secteurs.



Les pays en développement dans l'économie mondiale

La mondialisation implique l'intégration des économies et des sociétés lorsque les entreprises s'engagent dans des activités économiques au-delà des frontières géopolitiques nationales, lorsque les individus cherchent des opportunités économiques et sociales dans d'autres pays, et lorsque les gouvernements souscrivent des accords aux niveaux multilatéral, régional et bilatéral, qui encouragent de telles activités.

Ce processus est pluridimensionnel et affecte les affaires économiques, le Gouvernement et la société. Les entreprises dans les pays en développement font face à une concurrence accrue qui est le résultat de la mondialisation, à la fois sur les marchés nationaux et sur les marchés de l'exportation. Les stratégies visant à répondre à cette augmentation de la concurrence sont importantes, de la part des entreprises mais également de la part des gouvernements. Il est important que les entreprises demandent aux gouvernements de mettre en place des politiques qui améliorent la compétitivité des entreprises des pays en développement.

La mondialisation offre des opportunités importantes aux pays en développement, parmi lesquelles :

- Les investisseurs investissent dans les pays, par conséquent ils développent le secteur industriel de ces pays,



-
-
- ASSOCIATION DES SENATS, SHOORA ET CONSEILS
EQUIVALENTS D'AFRIQUE ET DU MONDE ARABE
-
- Les consommateurs des pays en développement ont accès à des produits de consommation et à des services moins chers (plus de choix et nouveaux produits).
- Les producteurs des pays en développement ont accès aux opportunités du marché de l'exportation.

Outre les opportunités, la mondialisation apporte aussi des défis pour les pays en développement. Parmi ceux-ci :

- Concurrence accrue sur les marchés internes ce qui pose des problèmes aux entreprises locales.
- Les entreprises locales pourraient fermer, en créant du chômage.

Fragmentation de la production, compétitivité et rôle des services

La fragmentation de la production définit la désagrégation des différentes étapes de la chaîne d'approvisionnement et la localisation de ces différentes étapes à différents endroits géographiques. En somme, il s'agit de l'internationalisation des processus de production.

Qu'est-ce qui pousse la fragmentation de la production ? La réponse brève à cette question est la compétitivité. Les entreprises cherchent à être compétitives en baissant leurs coûts de production, en augmentant l'efficacité et en certains cas en améliorant l'accès aux marchés, ce qui pourrait être déterminé par les



accords du commerce international. Les décisions relatives à leur emplacement sont donc influencées par une série de facteurs différents. Parmi ces facteurs :

L'accès au marché : en guise d'exemple, des investisseurs ont investi au Lesotho (un pays moins développé en Afrique) dans l'industrie de l'habillement et du textile. Ces investisseurs proviennent, entre autre, de la Chine et de la Malaisie. Ils ont investi au Lesotho principalement parce que, en tant que pays peu développé, les vêtements qui sont produits au Lesotho sont éligibles pour accéder au marché des États-Unis (USA) en raison de la loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (AGOA), signée par le Président Clinton. Cette loi donne à certains pays éligibles un accès préférentiel au marché des Etats-Unis. Par conséquent, les investisseurs qui veulent exporter sur le marché américain sont encouragés à investir au Lesotho pour pouvoir être éligibles et profiter de cet avantage.

- Coût inférieur de la main d'œuvre et meilleures qualifications

Les coûts de la main d'œuvre sont une partie importante des coûts généraux de production pour certains produits ou services. Par conséquent, la production de ces produits ou services dans les pays où la main d'œuvre coûte moins cher (et aussi de bonnes compétences) diminue le coût général de production et augmente la compétitivité. De nombreux produits de marque américains et européens (par exemple les marques sportives comme Adidas et Nike) sont produits dans des pays en



ASSOCIATION DES SENATS, SHOORA ET CONSEILS
EQUIVALENTS D'AFRIQUE ET DU MONDE ARABE

développement car les coûts de main d'œuvre sont considérablement plus bas que ceux des pays développés.

- Encouragements

Dans plusieurs pays en développement la capacité d'investissement est limitée. Des taux de revenu bas ou l'inégalité des revenus signifient qu'il n'y a pas assez d'économies pour pouvoir investir dans des activités économiques productives. Pour attirer les investissements, certains pays en développement offrent souvent des encouragements tels que l'exonération fiscale temporaire ou des tarifs spéciaux sur les services publics (comme l'électricité et l'eau) ou mettent à la disposition de ces investisseurs des équipements ou bâtiments. L'offre des mesures incitatives est une stratégie commune mise en œuvre par les pays en développement pour attirer les investissements, et souvent ces encouragements ne sont pas offerts aux entreprises locales.



L'impact de la fragmentation de la production est important pour les entreprises des pays en développement. Certains pays en développement comme la Chine, l'Inde et le Brésil sont aujourd'hui les centres de production compétitive de haut niveau de plusieurs biens de consommation et de matières premières irremplaçables, en rivalisant avec les pays européens et aussi avec les États-Unis qui, traditionnellement étaient les producteurs plus compétitifs de ces produits. En outre, ces pays en développement sont maintenant en mesure de fournir de façon constante, les marchés internationaux en ayant atteint des économies d'échelle pouvant répondre à la demande internationale.

De plus, certains producteurs à grande échelle dans ces pays en développement à croissance rapide (qui sont aussi appelés économies de marché émergentes) ont aussi commencé à développer la capacité de production dans d'autres endroits de la planète. Par exemple, le producteur automobile indien TATA investit maintenant dans la production automobile dans d'autres pays du monde, y compris en Afrique. Ces grandes entreprises des pays en développement sont maintenant source d'investissement dans d'autres pays en développement et même dans les pays développés. Les mouvements des investissements vont maintenant des pays développés vers les pays en développement, mais aussi entre pays en développement et même des pays en développement vers les pays développés.



La fragmentation de la production met aussi en évidence l'importance des services dans l'économie mondiale et tout particulièrement dans les pays en développement. La fragmentation des activités dans la chaîne d'approvisionnement nécessite qu'on prenne en considération les services. La fragmentation a lieu lorsque différentes étapes de la chaîne d'approvisionnement ont lieu à différents endroits géographiques. Dans l'industrie automobile, cela pourrait vouloir dire que certaines parties, comme par exemple les convertisseurs catalytiques, sont produites en Afrique du Sud, d'autres parties pourraient être produites au Mozambique, et les voitures pourraient être assemblées en Inde. La compétitivité du processus de production dépendra de la façon dans laquelle les différentes étapes de la chaîne d'approvisionnement sont reliées. Les maillons entre ces étapes sont les services tels que les transports et les services financiers. Par exemple, les composants automobiles doivent être transportés à l'endroit où la voiture est assemblée, cela impliquera des transactions financières et la communication est un facteur important pour relier ces transactions mais aussi pour déterminer les normes et les calendriers de livraison.

La compétitivité des activités de production qui sont fragmentées géographiquement est donc extrêmement dépendante de la compétitivité des secteurs des services clés. Le coût, la qualité, la fiabilité des services tels que l'énergie, les communications, les transports et les services financiers



ASSOCIATION DES SENATS, SHOORA ET CONSEILS
EQUIVALENTS D'AFRIQUE ET DU MONDE ARABE

déterminera si une activité manufacturière comme la production automobile est compétitive ou pas.

Pour les pays en développement, cette tendance à la fragmentation de la production est importante. Les implications sont que la compétitivité des secteurs des services est importante pour la compétitivité manufacturière. Ceci s'ajoute au fait que dans plusieurs pays en développement l'importance des secteurs des services est croissante, puisqu'ils contribuent à l'activité économique générale et puisqu'ils emploient une portion croissante de travailleurs.

Cela signifie que le développement des secteurs des services, en considérant le rôle des gouvernements dans les secteurs, et la réglementation ou le manque de réglementation dans ces secteurs est important. Dans nombreux pays en développement, le Gouvernement joue encore un rôle important dans les secteurs clés tels que ceux de l'énergie et des télécommunications. Dans certains cas, le gouvernement pourrait avoir un rôle actif dans la disposition de ces services en plus de son rôle régulateur. Le développement ultérieur de ces secteurs pour assurer les services clés comme l'énergie, les télécommunications et les transports aussi bien que les services financiers sera important pour le développement industriel.



ASSOCIATION DES SENATS, SHOORA ET CONSEILS
EQUIVALENTS D'AFRIQUE ET DU MONDE ARABE

La crise financière actuelle met à disposition des leçons importantes pour les pays en développement. L'intégration du système financier et des marchés mondiaux signifie que les pays en développement sont aussi touchés par la crise. Il se pourrait que l'impact se fasse ressentir sur le taux de change. Le récent retrait des fonds des marchés émergents a causé de grandes fluctuations des taux de change dans certains de ces pays. Ces développements posent des défis réels aux entreprises et aux gouvernements des pays en développement. Si leurs prêts sont en devise étrangère, alors cette situation les mettra dans une situation inconfortable.

Pour les exportateurs, la dépréciation de la devise peut être un soutien à leur performance d'exportation, puisque leurs produits et services deviennent moins chers en termes de devise étrangère. Néanmoins, si ces entreprises importent des composants pour la production, alors le prix de leurs produits sera augmenté ce qui compense l'effet du prix avantageux en raison de la dépréciation de la devise.

Une question clé dans l'environnement économique mondial actuel est le type de politique que les gouvernements devraient développer afin de soutenir le développement commercial. Il faut prendre en considération la politique industrielle. Quel genre de mesures de soutien permettra aux entreprises de devenir compétitives en adoptant des technologies nouvelles et efficaces, et en réalisant l'efficacité dans la production ? Compte tenu que les négociations



multilatérales actuelles au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce progressent très lentement, la politique commerciale doit prendre en considération et avec soin les possibilités d'intégration régionale. Les dispositions commerciales régionales doivent se concentrer sur les barrières commerciales majeures (et celles-ci ne peuvent pas être les tarifs), mais les normes et autres barrières non-tarifaires.

Remarques conclusives

Les défis du développement commercial pour les pays en développement augmentent au fur et à mesure que se développe la mondialisation. La crise financière actuelle indique que l'intégration mondiale fait en sorte que les développements survenus dans une économie vaste comme celle des États-Unis se propagent très rapidement à d'autres parties de l'économie mondiale. Aucun pays n'est effectivement isolé de ces développements.

Les tendances majeures de l'économie mondiale comme la fragmentation de la production exigent que les pays en développement et les entreprises des pays en développement considèrent avec attention ce qui pourrait les rendre plus compétitifs. Avec la fragmentation de la production, l'importance des services augmente de façon considérable. Comme les processus de productions sont situés à différents endroits de la planète, le rôle des transports, des communications, des services financiers, et de l'énergie est fondamental pour déterminer la compétitivité des activités manufacturières



Discussion Générale de l'Exposé Deux

8.3 Exposé Trois: Coopération et Intégration régionale: Défis et Opportunités

Introduction

Avec la mondialisation, une autre caractéristique qui définit les relations internationales est le régionalisme. Le régionalisme peut prendre des formes différentes ; coopération ou intégration, et l'intégration peut être superficielle ou plus profonde.

La coopération régionale peut concerner la coopération sur des projets spécifiques comme le développement de l'infrastructure. Dans la région de l'Afrique australe, au cours de ces dernières années, il y a eu plusieurs projets de coopération dans le domaine du développement de l'infrastructure. Les pays ont coopéré à la construction d'infrastructures routières transfrontalières, et ceci a été très important pour les pays de l'intérieur, et a aussi facilité le commerce interrégional.

L'intégration régionale va au-delà de la coopération jusqu'à la conclusion d'accords ou de protocoles internationaux. Ces accords peuvent couvrir, par exemple, la libéralisation du commerce parmi les Etats membres pour créer une zone de libre échange ou une union douanière. On appellerait ceci une intégration superficielle. Une intégration plus profonde s'étend au-delà de l'intégration superficielle qui vise des mesures et des instruments aux frontières des Etats membres, tels que les tarifs, et s'adresse à des questions au-delà des frontières comme les investissements et les réglementations.

Tendances en matière de coopération et d'intégration

Les tendances actuelles voient une évolution des zones de libre échange aux unions douanières et aux accords d'intégration profonde. Encore une fois, en Afrique



australe, les Etats membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) ont inauguré une zone de libre échange en août 2008, et veulent devenir une union douanière pour 2010. L'Union douanière de l'Afrique orientale (CAO) est un autre exemple de ces communautés économiques régionales ou des accords d'intégration régionale en Afrique. Les discussions sont en cours pour établir une zone de libre échange en Afrique orientale et australe qui comporte un certain nombre de ces accords d'intégration. En Afrique occidentale, l'intégration régionale est bien établie avec certains accords qui sont passés de l'union douanière à l'union monétaire. Le Conseil de coopération du Golfe est un exemple d'accord de coopération dans la région du Golfe.

La nature de la coopération et de l'intégration régionale.

La coopération et l'intégration régionales peuvent prendre des formes différentes et peuvent être motivées par des intérêts différents. La coopération sur les questions de sécurité et dans le domaine politique est aussi importante. Sur ce dernier point, les états membres peuvent conclure un accord sur le contrôle des élections ou même établir des normes qui régissent des élections libres et justes, et ensuite pourvoir le contrôle et l'évaluation des élections.

Dans le cas de troubles ou de guerre civile, les accords régionaux de maintien de la paix et la mobilisation de forces de maintien de la paix peuvent être pris en considération.

La coopération et l'intégration politique et sécuritaire requièrent un engagement important de la part des Etats membres, en sachant que dans le cas de troubles civiles la possibilité d'intervention d'une force régionale de paix pourrait avoir lieu. Ceci a des implications importantes sur la façon dont les Etats membres gèrent les situations internes de troubles.



Perspectives de coopération et d'intégration régionale

A la fois en Afrique et dans le monde arabe, la motivation à la coopération régionale et à l'intégration est forte. Les avantages du développement régional durable, la nature intégrée des pays de ces régions, aussi bien que les avantages de cette coopération et de l'intégration sont reconnus.

En Afrique particulièrement, l'accent a été mis sur le modèle de manuel d'intégration régionale. Ce modèle de manuel trace les progrès, en matière d'intégration régionale à partir de la zone de libre-échange, aux unions douanières, à un marché commun, à une union économique (y compris une union monétaire lorsque les Etats membres ont une politique monétaire commune et une devise commune) et à l'union politique.

Une zone de libre échange se concentre sur la libéralisation commerciale des biens entre pays membres. Pour ce faire, ils acceptent de réduire les barrières tarifaires et non-tarifaires. Une zone de libre échange est une forme d'intégration superficielle. Une union douanière se concentre aussi sur le commerce des biens et exige que les Etats membres établissent une politique commerciale commune vers ces parties. Les Etats membres adoptent un tarif extérieur commun. Ceci signifie que les Etats membres cèdent l'espace de politique commerciale. Surtout dans les cas où les Etats membres ont des intérêts commerciaux et économiques différents, ceci veut dire qu'ils doivent trouver un compromis lors de la détermination du tarif extérieur commun.

Établir une union douanière et passer à des formes plus profondes d'intégration régionale requiert un sacrifice de la souveraineté politique. Les décisions à niveau



supranational peuvent être lentes et causer des retards de mise en œuvre des décisions politiques.

Passer d'une union douanière à un marché commun veut dire libéraliser les mouvements de capitaux et de main d'œuvre entre les Etats membres. Surtout dans les régions où les Etats membres ont des niveaux élevés de chômage, la libre circulation des personnes entre les Etats membres reste une question très délicate.

Une union monétaire présume que les Etats membres aient une politique monétaire commune (taux d'intérêt et de change seraient déterminés par une Banque centrale régionale). Pour de nombreux pays en développement, les taux d'intérêt et de change sont des instruments politiques très importants. Céder cet espace politique pourrait imposer des contraintes importantes sur les stratégies de développement de ces pays.

Une union économique nécessiterait, outre la politique monétaire commune, l'intégration fiscale. Encore une fois, la politique fiscale est un domaine important de la politique de développement et céder cet instrument pourrait être un grave compromis pour la plupart des pays en développement, par exemple, par rapport à leurs possibilités de taxation et de dépense.

L'union politique s'étend au-delà de l'intégration économique et passe à la sphère politique. L'établissement d'institutions politiques régionales, comme un Parlement, représente une forme avancée d'intégration.

Les avantages de l'intégration régionale

Les avantages de l'intégration régionale sont les suivants :



Réalisation des objectifs politiques

- Accès à un marché plus vaste et économies d'échelle associées et concurrence accrue
- Coûts de transaction plus bas pour le commerce infrarégional
- Encouragement de l'investissement, à la fois local et étranger
- Amélioration de la crédibilité politique
- Plus de pouvoir politique et de poids dans les négociations internationales

Les coûts associés à l'intégration régionale incluent :

- La perte de souveraineté,
- La déviation commerciale (importer des membres de l'accord régional plutôt que des producteurs moins chers en dehors de la région).
- Économies d'agglomération (en tant que groupements d'activités économiques dans des endroits spécifiques de la région, ce qui augmente le déséquilibre régional).
- Processus décisionnel régional (supranational) lent et délais de mise en œuvre des politiques.

Alors que la tendance générale suggère que les avantages perçus de l'intégration régionale soient supérieurs aux coûts, l'intégration régionale reste un processus complexe. Surtout en Afrique orientale et australe, les pays appartiennent à plusieurs accords d'intégration régionale. Bien que cette appartenance ait été motivée rationnellement au moment de l'affiliation, l'évolution de l'agenda d'intégration des différents accords soulève maintenant des défis importants.

Par exemple, il n'est pas possible d'appartenir à deux unions douanières en même temps, puisqu'une union douanière a un tarif extérieur commun. Si un pays adhère



à deux accords d'intégration régionale qui visent tous les deux à créer des unions douanières, alors ce pays devra choisir entre les deux accords.

Dans certaines régions il pourrait y avoir une hégémonie régionale. Une hégémonie régionale s'associe à des facteurs positifs et négatifs. L'existence d'une hégémonie régionale pourrait causer des questions politiques et aussi constituer une menace pour un développement industriel équilibré. L'agglomération de l'industrie au sein de l'hégémonie régionale (résultant d'infrastructures plus développées et d'économies d'agglomération) peut vouloir dire que des Etats membres plus petits pourraient avoir du mal à attirer les investissements. Un aboutissement positif associé à une hégémonie régionale pourrait être le moteur de croissance de la région.

Il est important de considérer que l'intégration régionale est un processus lent. L'expérience de l'Union européenne nous donne des indications sur la façon de procéder sur le chemin de l'intégration. Il est important d'établir des objectifs modestes et des échéances temporelles réalistes. C'est souvent là que les divergences entre les objectifs politiques et l'agenda d'intégration régionale émergent.

L'intégration régionale peut être utilisée comme une plateforme pour une intégration mondiale efficace ou elle peut s'adresser localement. Si l'intégration régionale doit être utilisée pour faciliter le développement de la compétitivité en tant que point de départ pour participer efficacement aux marchés mondiaux, alors une intégration régionale plus profonde est importante.

Une intégration superficielle fait référence à une intégration économique qui vise des mesures frontalières telles que les tarifs. Par conséquent, l'établissement d'une zone de marché libre qui élimine les barrières tarifaires et non sur le commerce



infrarégional est une forme d'intégration superficielle. Une intégration plus profonde implique des mesures qui vont 'au-delà des frontières' comme la libéralisation et des réformes réglementaires des services et des investissements.

De nombreuses questions liées à la compétitivité que les pays en développement doivent affronter, n'ont pas tellement trait aux problèmes frontaliers, tels que les tarifs, mais plutôt à des problèmes transfrontaliers comme le coût, la qualité, la fiabilité du pourvoi de services (par ex. les transports). Par conséquent, le lien entre intégration profonde et compétitivité est fort.

Commentaires conclusifs

Le régionalisme est une caractéristique qui définit les relations internationales actuelles. Alors que le régionalisme, d'une certaine manière, va à l'encontre des principes fondamentaux du multilatéralisme, il fournit une stratégie importante pour les pays en développement, surtout pour les plus petits pays, afin de pouvoir participer à une économie mondiale compétitive.

L'intégration régionale est un processus complexe et exigeant surtout, puisqu'il pourrait exiger le sacrifice de la souveraineté politique. Les objectifs des accords d'intégration régionale doivent être clairement énoncés, les coûts et les avantages doivent être soigneusement évalués. Un plan réaliste pour la réalisation des objectifs de l'intégration doit être développé et la mise en œuvre des accords et des protocoles devrait être suivie, et le respect des normes devrait être garanti si on veut réaliser les avantages de l'intégration.

Discussion générale de l'exposé Trois

9.0 Réactions des délégués



9.1 Nigeria

Le Chef de la délégation nigériane a, dans son intervention, exprimé sa gratitude pour les présentateurs de ces documents et les intervenants précédents sur les documents. En particulier, il s'associe et la délégation nigériane à l'opinion exprimée par la délégation de la République du Gabon sur la possibilité d'établir des structures qui peuvent aboutir à la coopération commerciale et industrielle entre les régions d'Afrique et du Monde Arabe. Il a ajouté que nous avons des organisations régionales comme la Ligue Arabe, la CEDEAO, l'Union Africaine et tant d'autres organisations à l'intérieur des deux régions. Je crois que nous devons, à partir de cette première réunion, commencer à réfléchir sur les stratégies que nous pouvons avoir pour développer une sorte de libéralisation des échanges. Nous en avons au sein de la Communauté de l'Afrique d'Ouest ce qui a été propagé à l'ensemble du continent africain et aux pays arabes. En conformité avec ce que l'Amérique faisait, ils coopéraient avec le Canada pour la libre circulation des marchandises. De la même façon dans le sud, ils ont une coopération avec le Mexique. Nous devons examiner la manière dont les nations africaines et arabes peuvent formuler des politiques pour le libre échange ou par l'intermédiaire de la Ligue Arabe, l'Union Africaine ou ASSECAA qui se développe, nous aurions une chance pour un développement mutuel par la levée des obstacles commerciales avant de pouvoir tirer pleinement profit de ce que l'OMC offre.

Je pense que dans les pays africains et arabes, il y a de produits pour les échanges commerciaux dans des pays comme l'Afrique du Sud, le Nigeria et la plupart des pays arabes. Nous avons beaucoup de fonds d'investissement dans les pays arabes. Ainsi, nous pouvons commencer à coopérer au sein de nous-mêmes et pousser cette Association des chambres de commerce en avant pour accomplir ce que d'autres régions du monde sont en train de faire.

Je tiens à remercier les organisateurs de cette réunion pour cette occasion et pour leur initiative et nous espérons que ces termes concrets et ces structures nous feront progresser vers la coopération économique et le progrès.

ASSOCIATION OF SENATES, SHOORA
AND EQUIVALENT COUNCILS
IN AFRICA AND THE ARAB WORLD



رابطة مجالس الشيوخ والشورى والمجالس
المماثلة في أفريقيا والعالم العربي

ASSOCIATION DES SENATS, SHOORA ET CONSEILS
EQUIVALENTS D'AFRIQUE ET DU MONDE ARABE

9.2 Maroc

Le Chef de la délégation du Maroc a, dans son intervention, remercié les organisateurs de la réunion et les sponsors, notamment BADEA. Il s'est lui-même associé et sa délégation à la proposition de pousser les deux régions arabe et d'Afrique à travailler ensemble afin de former un bloc économique à la lumière des effets de la mondialisation sur les pays technologiquement désavantagés. Il a exhorté les pays d'Afrique et du Monde Arabe, qui sont plus forts que d'autres à être généreux, de faire preuve de leadership dans les efforts visant à établir une solide union pour la coopération économique entre les deux régions. Il a exhorté les organisateurs de la réunion et les sponsors d'assurer que la réunion se tienne aussi régulièrement que possible jusqu'à ce que toutes les modalités de l'accord de coopération soient élaborées et approuvées.

9.3 Le Chef de la délégation de la République du Gabon, M. Joachim BOUSSAMBA MAPAGA, dans sa contribution, a déclaré: Tout d'abord, je tiens à préciser que je suis le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Gabon et le Président de la Chambre de Commerce sous-régional d'Afrique centrale. Je parle en même temps, au nom de la Chambre de Commerce de mon pays et aussi au nom de toutes les Chambres de Commerce d'Afrique Centrale.

Je voudrais d'abord remercier l'Association des Sénats, Shoora et Conseils Equivalents d'Afrique et du Monde Arabe qui a pris cette initiative d'organiser cette rencontre des chambres de commerce et d'industrie d'Afrique et du Monde Arabe et je voudrais remercier les autorités sud-africaines pour toutes les facilités qu'ils ont mis en place pour nous accueillir. Je voudrais aussi remercier la présentatrice pour sa bonne présentation.



ASSOCIATION DES SENATS, SHOORA ET CONSEILS
EQUIVALENTS D'AFRIQUE ET DU MONDE ARABE

Contrairement aux autres réunions, je voudrais vous indiquer que nous sommes des chambres de commerce et nous allons ici représenter les opérateurs économiques dans nos pays où des hommes d'affaires sont en quête d'opportunités économiques. En retournant chez nous, nous devons être capable de leur dire, voici ce que nous avons amené pour vous et voici ce que vous pouvez faire désormais pour saisir ces opportunités.

Le commerce sur lequel la présentatrice a fait un exposé, est un aspect très important du fait qu'il s'agit ici de l'échange. Nous avons, d'une part, l'Afrique avec toutes ses opportunités mais beaucoup de limites, des limites en terme de faiblesse d'économie et de pauvreté. Voilà pourquoi il y a un manque d'investissement en Afrique. D'autre part, nous avons le Monde Arabe qui ont peut-être les moyens d'investir.

Comment mettre ces deux mondes ensemble pour augmenter les opportunités d'investissement en Afrique pour qu'elle soit compétitive en terme d'échange. Nous devons travailler ensemble pour profiter des opportunités d'investissements en Afrique.

L'Afrique doit être compétitifs en terme d'échange commercial. Aujourd'hui, nous sommes en train de s'ouvrir sur le monde. La plupart des pays africains sont en train de négocier des accords de partenariat avec l'Europe.

Nos économies doivent être plus compétitives. Des produits asiatiques d'Inde et de Chine très compétitifs arrivent à nos marchés. Notre souhait est que des investissements arabes viennent en Afrique pour améliorer la compétitivité de nos économies et les marchés africains et arabes.

La question qui se pose aujourd'hui est de savoir comment régler la complémentarité entre les possibilités d'investissements et les marchés africains?

9.4 Le Chef de la délégation de la République de Guinée, M. Morlaye Diallo, Président de la Chambre de Commerce, d'Industrie et de l'Artisanat de la Guinée



ASSOCIATION DES SENATS, SHOORA ET CONSEILS
EQUIVALENTS D'AFRIQUE ET DU MONDE ARABE

dans sa contribution, a déclaré:

Je vous remercie de m'avoir donné la parole; je suis le Président de la Chambre, d'Industrie et d'Artisanat de Guinée. Je voudrais féliciter Madame pour la qualité de son exposé qui nous ouvre la voie sur toutes ces réflexions qui sont faites.

Je ne voudrais pas beaucoup débattre et je dirais tous simplement que Je voudrais souligner qu'il existe l'Union Africaine des Chambres de Commerce qui a été établie en Alexandrie.

Au niveau de l'Afrique, il y a des regroupements des Chambres de Commerce. Nous avons récemment tenté de redynamiser la Fédération d'Afrique de l'Ouest des Chambres de Commerce qui n'est pas présente ici.

Il aurait été utile si l'Union Africaine des Chambres de Commerce établie en Egypte et dont le siège se trouve au Caire, avait été dans cette salle. C'est une structure qui regroupe à la fois la Fédération maghrébine des Chambres de Commerce et les Chambres africaines du Sud.

Je sais que la Chambre consulaire marocaine a joué un rôle dans la création de la fédération maghrébine des Chambres de Commerce.

Il faut, à mon avis, travailler en coordination avec ces fédérations;

L'Union africaine des Chambres Consulaires, la fédération des Chambres de commerce islamique dont le siège est à Istanbul. Il y a aussi la fédération des Chambres de Commerce méditerranéenne.

Merci Monsieur le Président

9.5 Dr. Meloud Al-Suri, de la Fédération Générale des Chambres de Commerce et d'Industrie de la Libye, dans sa contribution a dit qu'en fait, notre coopération est encore faible. Il est vrai que les accords bilatéraux de coopération régionale n'ont pas besoin d'un accord international, mais elle suppose une détermination politique et une stabilité socio-économique qui émane de la volonté politique. Il devrait aussi y avoir un climat propice à une telle coopération, et cela peut être réalisé grâce à la



ASSOCIATION DES SENATS, SHOORA ET CONSEILS
EQUIVALENTS D'AFRIQUE ET DU MONDE ARABE

législation et aux règlements qui régissent les investissements et les échanges commerciaux.

Par conséquent, la coopération signifie les investissements et les échanges commerciaux. Malheureusement, nous constatons que certains accords bilatéraux ne sont pas activés en raison des conditions politiques.

Nous rêvons qu'un réseau de routes sera construit de manière à relier la partie sud de l'Afrique avec les parties nord, et aussi de connecter les pays arabes avec les pays asiatiques. Nous avons remarqué que le commerce transfrontalier a fait un grand pas, ce qui signifie que les exportations entre l'Afrique et le Monde Arabe ont augmenté. Ce serait un effet positif sur la production.

Le problème ici ne réside pas dans la construction de nouveaux organismes et des unions, il repose plutôt sur le fait que les unions existantes d'affaires, y compris l'Union africaine des chambres de commerce et d'industrie, l'Union arabe des chambres de commerce et d'industrie, et l'organisation de la COMMISA , entre autres, ne sont pas efficaces.

Nous tenons à confirmer que la passivité et l'inefficacité des unions d'affaires économiques sont à l'origine de la spirale inflationniste, les coûts élevés de la vie, l'immigration, la pauvreté et le chômage. Cela rend également le secteur privé de ne pas en mesure de jouer son rôle vital.

Il est également souhaitable qu'on établisse des zones de libre-échange dans nos pays pour renforcer la coopération économique.

Certes, la mondialisation a ses aspects positifs et négatifs. Cependant, quelles sont les facteurs qui nous empêchent de saisir les aspects positifs de la Mondialisation? Bien sûr, cela peut être attribué au niveau de notre prise de conscience à faire face aux défis émanant de ce phénomène mondial.



ASSOCIATION DES SENATS, SHOORA ET CONSEILS
EQUIVALENTS D'AFRIQUE ET DU MONDE ARABE

Nous devons également savoir que les pays puissants dominent l'économie mondiale. Par conséquent, la mondialisation est comme une épée suspendue à la tête des pays pauvres.

Malheureusement, les pays pauvres qui ont des bonnes expériences dans les différents domaines sont incapables de mobiliser les efforts concertés des organisations internationales et les institutions bancaires, ce qui peut réduire les risques de la Mondialisation.

Oui, je suis d'accord avec la présentatrice que la voix des pays pauvres n'est pas entendue par les pays développés. Cela nous pousse en tant que Libyens de souligner continuellement l'importance de la région de l'Afrique qui est considérée comme un lieu stratégique pour les pays arabes. L'Union Africaine, les Organisations commerciales régionales et les Chambres afro-arabes de commerce et d'industrie sont de toute façon en mesure de surmonter les défis et d'exploiter les opportunités disponibles en matière économique.

9.6 M. Lutf Ali Al-Thawr, Président de la Commission économique au Conseil de la Shoora du Yémen, dans son intervention, a déclaré:

La paix et la bénédiction d'Allah soient sur vous tous,
Tout d'abord, je tiens à exprimer une immense gratitude au Gouvernement et au peuple de la République d'Afrique du Sud pour l'accueil de cette réunion, l'accueil chaleureux et l'hospitalité généreuse qui nous a été accordée, et la bonne organisation de ce forum. Cette réunion se tient au moment où le monde souffre de conditions critiques à cause de la crise financière mondiale.

Pour ma part et au nom du Conseil de la Shoora du Yémen, je tiens à exprimer ma fierté de cette nation qui a vu naître Nelson Mandela, Chef de file dans la conquête de la liberté, qui, à côté de ses camarades africains, ont été les plus médiatisés dans la lutte qui a abouti à la réalisation de la liberté, la dignité, l'indépendance, la souveraineté de l'Etat à la lumière de la coexistence pacifique, ainsi que le

ASSOCIATION OF SENATES, SHOORA
AND EQUIVALENT COUNCILS
IN AFRICA AND THE ARAB WORLD



رابطة مجالس الشيوخ والشورى والمجالس
المماثلة في أفريقيا والعالم العربي

ASSOCIATION DES SENATS, SHOORA ET CONSEILS
EQUIVALENTS D'AFRIQUE ET DU MONDE ARABE

partenariat dans la construction d'un Etat-Nation moderne. Ainsi, il a réussi à rassembler l'ensemble de son peuple, indépendamment de leur identité ethnique, linguistique et de leur diversité religieuse.

Je suis également très reconnaissant de la présence distinctive de la part des organisations économiques afro- arabes.

Nous sommes confiants et espérons que cette réunion doit aboutir à un appel à la tenue d'une réunion pour les conseils des pays arabes et africains afin d'établir des mécanismes préliminaires nécessaires pour rapprocher le bloc économique afro-arabe en cours.

Ce bloc peut servir en tant que parapluie au dessous duquel toutes les institutions économiques afro-arabes peuvent faire leurs propres affaires d'une manière qui renforce les investissements et les échanges commerciaux.

Nous avons besoin de réaliser la première étape pour pousser en avant le rythme de développement global en Afrique et dans le Monde Arabe, qui augmentera les opportunités d'investissement et aidera à ramener les capitaux afro arabe, à maximiser la croissance économique et à accroître la production locale de chaque pays dans la région, à offrir des opportunités d'emploi, à augmenter le revenu de l'État par habitant, et à améliorer la qualité de vie et de services.

Le violent cataclysme qui a frappé les piliers de l'économie mondiale, annonce une nouvelle étape du dépassement de l'ordre mondial unipolaire qui a exporté les facteurs de la crise à l'ensemble des pays du monde encombrés avec des charges financières et économiques, ce qui implique la création, par les Arabes et les Africains, d'un système économique et financier conjoint, qui contourne l'exportation des crises et des situations et affronte les effets négatifs et destructifs de la Mondialisation.

Les pays arabes et africains constituent un formidable bloc économique et financier grâce à l'abondance des ressources naturelles, y compris les matières

ASSOCIATION OF SENATES, SHOORA
AND EQUIVALENT COUNCILS
IN AFRICA AND THE ARAB WORLD



رابطة مجالس الشيوخ والشورى والمجالس
المماثلة في أفريقيا والعالم العربي

ASSOCIATION DES SENATS, SHOORA ET CONSEILS
EQUIVALENTS D'AFRIQUE ET DU MONDE ARABE

premières, les minéraux, les diverses sources d'énergie, la main-d'œuvre, la pêche et l'agriculture qui font de la région l'un des plus importants composants de l'ordre économique mondial multipolaire.

Nous appelons à la formation d'un bloc économique afro-arabe, sous l'égide de l'Union Africaine et de la Ligue Arabe puisque les pays arabes et africains sont profondément liés par des relations historiques et géographiques depuis la création de l'univers.

L'Union Africaine (UA) et l'Association qui regroupe les pays arabes et africains pourraient contribuer à promouvoir le rapprochement entre les deux régions.

9.7 Le Chef de la délégation de Bahreïn, dans son commentaire, a déclaré: Nous remercions l'Honorable Madame pour son précieux exposé. Beaucoup de points ont été soulevés concernant la mondialisation. Qu'ils soient positifs ou négatifs, cette Assemblée devra adopter un grand nombre de ses points importants. Elle parle de l'environnement normal de travail dans lequel les éléments de production issus du travail, de matières premières ou d'autres composants s'équivalent, mais nous devons soutenir les pays au sein du système international, comme l'Irak qui fait face maintenant aux défis sécuritaires. Quand des pays comme l'Afghanistan, la Bosnie ou de tout pays africain qui souffre de problèmes de sécurité, nous devons les assister par des législations dans le cadre de cette rencontre. Les problèmes de la sécurité ont conduit à la pauvreté et à l'ignorance, nous devons prendre une position ferme et soutenir des législations qui tendent à l'éradication de la violence.

Merci Monsieur le Président.

10.0 Résolution en commissions

La Réunion a pris des résolutions en trois commissions en vue de formuler des



recommandations sur les trois principaux sujets de discussion lors de la réunion et à concrétiser les résolutions appropriées.

La première Commission a examiné les questions suivantes:

- a) les Régimes tarifaires
- b) les Produits locaux
- c) la Disponibilité des ressources minérales
- d) les Lois et les Règlements sur les affaires commerciales.
- e) l'Indigénisation, la privatisation et la nationalisation des activités commerciales.

La deuxième Commission a examiné les questions suivantes:

- a) Exposition commerciale.
- b) Séminaires de prise de conscience sur le développement économique dans la région et dans le monde entier.
- c) Echange de visites en matière commerciale.
- d) Date et lieu de la prochaine réunion.

La troisième Commission a examiné les questions suivantes:

- a) Le processus de financement pour la prochaine conférence.
- b) Les opportunités d'investissement dans la région.
- c) Processus de coopération en matière d'investissement.
- d) La disponibilité des ressources dans la région.

11.0 Rapports des commissions et observations

Les commissions ont présenté leurs rapports à la séance plénière et, en conséquence, la réunion s'est entendue sur les observations suivantes:



ASSOCIATION DES SENATS, SHOORA ET CONSEILS
EQUIVALENTS D'AFRIQUE ET DU MONDE ARABE

- a. Nécessité de rétablir la paix, la sécurité et la stabilité politique dans les pays arabes et africains comme une condition préalable au développement économique, social et politique dans les deux régions.
- b. Nécessité de la paix et de la sécurité pour le libre-échange et le flux des investissements entre les pays arabes et africains.
- c. Les négociations de l'OMC et de Doha semblent être dans l'impasse. En conséquence, les pays arabes et africains devraient chercher à renforcer la coopération régionale et l'intégration.
- d. Compte tenu de la crise financière internationale, qui a soulevé de nouveaux défis auxquels sont confrontés les pays du tiers monde, il ya un besoin pour les pays arabes et les pays africains d'unir leurs forces pour développer le flux d'information sur la coopération, afin d'harmoniser les positions ou les points de vues sur le dialogue international.
- e. Les régions d'Afrique et du Monde Arabe ont besoin de créer des structures qui leur permettront de diminuer les effets négatifs de la récente crise internationale sur l'alimentation et les finances.
- f. La récente crise financière internationale entraînera un changement de modèle qui peut affecter négativement les pays en développement. Par conséquent, les pays africains et arabes, par des efforts conjoints au niveau régional, devraient participer de manière efficace au sein de la communauté internationale, à créer des mesures visant la promotion du nouveau système financier international pour prévenir les effets néfastes de cette crise sur le développement économique des deux régions.
- g. L'Afrique et le Monde Arabe devraient tenir compte de la mobilité des investissements étrangers directs qui se développent dans un environnement propice.
- h. La principale réaction aux effets négatifs de la mondialisation est de mettre en place des politiques nécessaires qui visent à aider les entreprises à améliorer leur compétitivité à l'échelle régionale et internationale.
- i. L'Afrique et les pays arabes ont besoin d'intensifier les recherches communes pour la réforme du cadre juridique en vue de renforcer l'intégration régionale.
- j. L'intégration régionale existe dans les différentes régions du monde sous les formes suivantes:



- a. Zone de libre-échange
- b. Union douanière
- c. Marché commun
- d. Union monétaire

En conséquence, les pays arabes et africains devraient chercher la meilleure procédure pour les opérations conjointes de ces institutions en vue de parvenir à des accords régionaux communs.

k. Les pays africains et arabes ont besoin de développer leurs secteurs d'entreprises et de services afin d'attirer les investissements étrangers.

12. 0 Recommandations / Résolutions

La réunion a examiné les observations ci-dessus, issues des rapports des commissions et a pris des résolutions comme indiqué ci-dessous, et que ces résolutions doivent être recommandées à la prochaine réunion.

- i. Que cette réunion est la première réunion dans la suite de discussions qui aboutiront à l'établissement éventuel d'une institution afro-arabe de médiation en matière de coopération économique entre les deux régions.
- ii. Que les pays d'Afrique et du Monde Arabe devraient encourager la participation de leurs chambres de commerce dans la formulation des politiques économiques.
- iii. Que les pays d'Afrique et du Monde Arabe devraient activer et réactiver les accords concernant la coopération régionale et le commerce.
- iv. Que les Etats arabes et les pays d'Afrique devraient s'employer à renforcer la coopération bilatérale ou régionale de communication, les réunions et les formations en matière commerciale, la promotion des investissements et des entreprises.



ASSOCIATION DES SENATS, SHOORA ET CONSEILS
EQUIVALENTS D'AFRIQUE ET DU MONDE ARABE

v. Que les pays arabes et africains devraient s'efforcer d'intégrer la transformation de la technologie.

vi. Nécessité de soutenir les investissements entre les deux régions. À cet égard, les institutions qui garantissent les investissements et le financement devraient être encouragées à se réunir périodiquement afin d'assurer une coopération efficace.

13.0 Date et lieu de la prochaine réunion

13.1 Le Chef de la délégation de la Jamahiriya arabe libyenne a fait une proposition et la réunion a décidé que la prochaine réunion des chambres de commerce et d'industries d'Afrique et du Monde Arabe aura lieu en Libye Jamahiriya.

13.2 Les détails de la date doivent être coordonnés par le Secrétariat d' ASSECAA et les Autorités de la Libye et distribué aux pays des deux régions.

**Secrétariat Général
ASSECAA
Le 5 Novembre 2008.**